# LE JAPON AUJOURD/HUI

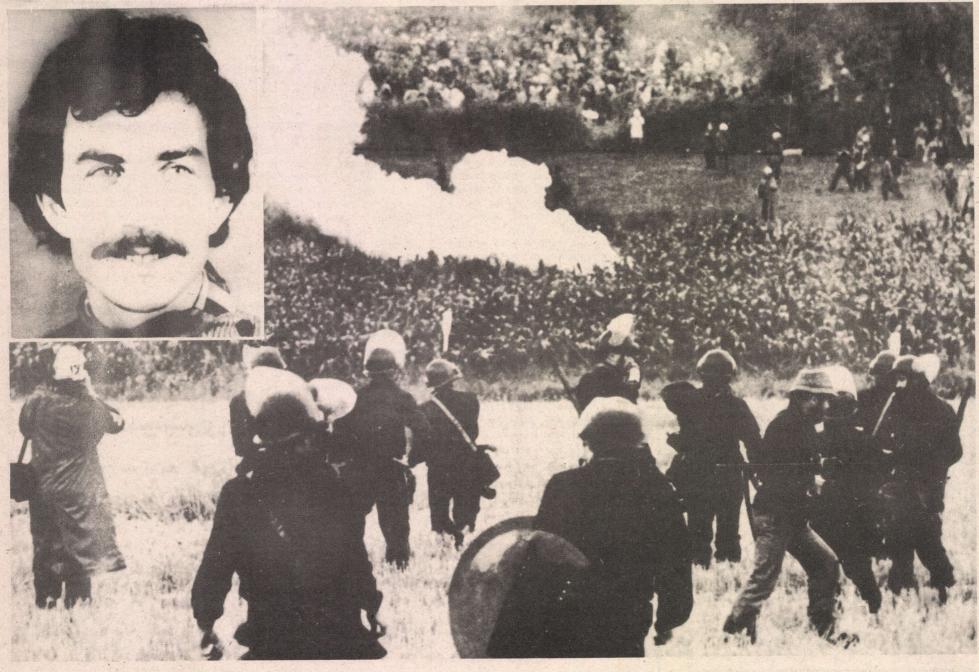
Notre dossier p. 9 à 12.

# ILITE ESTE

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 466 - 6 août 1977 - prix 3 F

SIDERURGIE
Travailleurs
en congé
les patrons
licencient

LA MORT DE VITAL MICHALON LE GOUVERNEMENT EST RESPONSABLE!



### DANS LE MONDE

Makarios : la voie étroite du nationalisme.

Cyrus Vance au Moyen-Orient : agitation diplo-

matique pour masquer l'impasse.

Portugal : nouvelles mesures réactionnaires du gouvernement Soares.

Page 7

Afrique du Sud : à Soweto la contestation franchit un nouveau pas.

Le conslit Somalie-Ethiopie : le jeu des grandes puissances.

Page 8: Espagne.

## **EN FRANCE**

Page 4

Le nucléaire : un problème de société. Malville : le déchaînement de la xénophobie.

Réactualisation du Programme commun et petites manœuvres.

Les patrons de la sidérurgie ne prennent pas de vacances : ils licencient.

Page 14

Les agriculteurs du Sud-Ouest veulent une véritable indemnisation.

Les Lip sont sur leurs gardes.

La police interviendra-t-elle contre Furnon?

Grèves au Crédit Lyonnais.

La grande misère des hôpitaux pendant l'été.

Avec les caravanes Lutte Ouvrière sur la route des vacances

### DOSSIER-

MIRACLE ET MISERE AU JAPON

Japon et USA : rivaux ou alliés ?

Une exploitation effrenée. La pollution tue.

- Les partis politiques au Japon.

### **DIVERS**

- Télévision : Darwin aux Dossiers de l'écran.

Livres : La lutte contre le stalinisme de Victor Serge et Léon Trotsky; Flamme au vent de Sol-

Page 18 :

Quelques pièces de théâtre du Festival d'Avi-

Films : Jambon d'Ardenne ; Kéoma ; En voiture Simone!

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, 'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travaileurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer euxmêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Département Offset-Presse - L.I.T.O. - 236-45-28 4 ter, rue du Bouloi, Paris (1er)

Impression : OMNI-PRESSES

12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18 C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

# sommaire courrier des lecteurs

Camarades.

Lecteur de votre journal, j'ai été fort surpris de constater dans votre numéro daté du 23 juillet l'absence d'article sur une information parue dans Libération du 18 juillet relatant la mort d'un ouvrier portugais après une bagarre avec le service d'ordre du PCF à Clermont-Fer-

J'ai acheté ce jour-là Libération, y ai trouvé le compte rendu de l'agression, suivi de la liste (de plus en plus large d'ailleurs) des exactions du PCF.

J'ai aussi pris Rouge (les jours suivant également) : aucune trace d'article à ce sujet.

Enfin Lutte Ouvrière du 23: néant. Alors, des questions! Est-ce par « manque de place » ? Est-ce pour avoir le temps de « vérifier » l'information? Ou alors, et ce serait dramatique, serait-ce pour ne pas déplaire aux travailleurs sympathisants du PCF qui lisent votre journal? Je ne vous accuse pas, mais j'espère que votre réponse sera claire et sans ambiguïté, car il serait malheureux que, dans la lutte contre le stalinisme, nous laissions l'initiative à une publication de la petite-bourgeoisie qui prêche souvent l'anticommunisme : Libération.

J'ai donc décidé d'envoyer cette lettre à LO et à Rouge aussi, en souhaitant qu'elle soit publiée et le débat public.

Salutations communistes.

M.A. (Strasbourg).

Nous n'avons pas parlé de cet incident, parce que nous n'avions aucune information particulière sur la bagarre. Et que rien ne nous permettait de crier à priori au racisme ou à une brutalité stalinienne. Il y a eu un mort et nous avons appris qu'après la bagarre plusieurs blessés ont dû être admis à l'hôpital, tant du côté du service d'ordre PC que du côté des visiteurs porlugais. Aujourd'hui encore, rien ne permet de mettre en doute la version qui a été donnée aussitôt après les incidents : à savoir une violente bagarre, comme il y en a souvent dans les bals du samedi soir, entre le service d'ordre, d'un côté, et des gens voulant forcer l'entrée, de l'autre. Que le service d'ordre soit PC ne change rien à la nature de l'incident. Quand les coups partent — et qui peut dire d'où ils sont partis? - ils peuvent faire très mal. Ils peuvent entraîner mort d'homme.

C'est une chose qui ne pourrait

pas se produire de sang-froid et qui ne devrait pas se produire dans une fête ouvrière, car de tels incidents sont prévisibles et il faut se donner les moyens pour les éviter. Mais ce sont malheureusement des choses qui peuvent arriver.

Ce qui est sûr, c'est que le Parti Communiste n'avait pas intérêt à ce que cette bagarre ait lieu. Il dit qu'il a été assailli. Nul n'en sait rien et l'accrochage a pu débuter de bien des manières.

Mais ce qui est sûr aussi c'est que tous les éléments anticommunistes se sont évidemment emparés de l'affaire .Et même Christian Bonnet, le ministre de l'Intérieur, a trouvé moyen d'en parler à propos de l'intervention à TF1 des militants PC de l'Aérospatiale.

Pour notre part, sans avoir d'autres renseignements sur les conditions de la bagarre, nous pensons que, si les protestations de la droite anticommuniste peuvent rencontrer auprès de l'opinion un certain écho, c'est bien parce que le PCF nous a habitué en d'autres circonstances à sa brutalité et à ses mœurs antidémocratiques.

Mais cela ne nous permet pas de savoir et de juger ce qui s'est passé à Pont-du-Château.

# LA RÉPRESSION AU PÉROU

Chers camarades,

I! s'est passé un certain nombre d'événements au Pérou, ces dernières semaines, qui méritent d'être portés à la connaissance des lecteurs de LO.

Il y eut d'abord le p'an économique de Piazza. Les mesures étaient classiques : faibles augmentations de salaires, légère réduction du budget des ministères; de l'autre côté, une augmentation de 50 % de l'essence (150 % en un an) qui se répercutait sur les prix de toutes les marchandises y compris celles qui sont de première nécessité : riz, pain, sucre...

Depuis le 1er juillet 1976, date de la grande dévaluation de la monnaie et de la grande augmentation du prix des produits, le niveau de vie des travailleurs n'avait cessé de baisser. Le gouvernement avait installé « l'état d'urgence » après 'es débuts d'émeutes qui montraient le désespoir populaire. La faim redevenait un problème pour de nombreux travailleurs et évidemment pour les millions de chômeurs ou sous-occupés.

Le plan Piazza arrivant dans ces conditions fut immédiatement suivi de manifestations et d'émeutes, en particulier au Luzio où les hausses du prix des transports furent ramenées de 100 % à 50 %. A Huancayo, le célèbre marché fut mis à sac : il y eut une répression qui fit six morts officiellement. Le couvrefeu fut instal'é à 17 heures. Dans de nombreuses autres villes de province, des événements similaires

A Lima, de nombreux travailleurs réclamaient des consignes de la part de leurs organisations. Le Parti Communiste se contentait de dénoncer le plan Piazza. Pour la première fois depuis 1968, il critiquait ouvertement le gouvernement. Aussi

quand Piazza démissionnait, il sa-'uait « la victoire du peuple », oubliant simplement la raison principale du départ de ce dernier : les différents ministres (surtout celui de l'Armée) n'acceptaient pas une réduction de leur budget. Les autres mesures de Piazza restaient en viqueur.

Le 23 juillet, la grève nationale était appelée par la plupart des organisations ouvrières. Le gouvernement rappelait que, l'état d'urgence continuant (depuis p'us d'un an), la grève restait illégale. Il annoncait des mesures de répression comme le licenciement des dirigeants ouvriers. Malgré cela, la grève fut un succès comme il y en eut peu dans l'histoire du mouvement ouvrier péruvien. Une provocation de la marine fit six morts dans un quartier populaire : une auto-mitrailleuse tira sur un groupe de personnes. C'est dire la hargne des « milicos ». Dans un autre « bidonvil'e », des tirs à la mitraillette à partir d'hélicoptères firent reculer la foule qui se dirigeait vers la ville.

Depuis cette grève, l'ambiance est à l'optimisme. Avant la fin du mois, le gouvernement doit annoncer d'autres mesures économiques. On entend beaucoup « S'ils n'augmentent plus les salaires et ne baissent pas les prix, on remet ça ». Dans les cinémas, dès qu'apparaît le président dans les « Actualités », il est accueilli par les sifflets et les insultes.

Enfin les mineurs du Centre annonçent qu'ils vont se mettre en grève. C'est un secteur clé de l'économie. Chaque fois qu'il y a des arrêts de travail dans les mines, la répression est très violente. Déjà le gouvernement a décrété l'arrestation de leurs dirigeants.

Lima le 25-7.77.

# **Bulletin d'abonnement** aux publications de LUTTE OUVRIÈRE

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE

pour une période de un an : prix 90 F. pour une période de six mois : prix 50 F.

LUTTE DE CLASSE

pour une période de un an : prix 50 F. (mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

**CEUX DU TECHNIQUE** 

pour une période de un an : prix 10 F. (mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par Lutte Ouvrière).

Ci-joint la somme totale de : francs .....

NOM : ..... PRENOM : ......

ADRESSE: .....

.......

CODE POSTAL: .....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles.

# La mort de Vital Michalon Le gouvernement est responsable

A mort d'un manifestant à Creys-Malville, le dimanche 31 juillet, met en accusation non seulement le système de défense choisi par la préfecture de l'Isère mais, au-delà, l'attitude même du gouvernement. Vital Michalon est mort des lésions pulmonaires provoquées par une explosion. La gendarmerie prétend que cela ne peut pas être dû à l'emploi — abondant — de grenades offensives par les gendarmes, CRS et gardes mobiles chargés de défendre le périmètre interdit. Ces arguments pèsent de peu de poids quand on sait que, le soir même du meurtre, les autorités affirmaient avec autant d'aplomb que le manifestant était décédé suite à un arrêt cardiaque.

Quelles que soient les circonstances exactes, Vital Michalon est mort à Malville parce que le gouvernement et son délégué local, le préfet de l'Isère, avaient décidé de « défendre le site à tout prix ». Or il n'y avait rien à défendre à Malville qu'une simple dalle en béton, un chantier en construction. Mais le gouvernement en a fait une affaire de principe. Il y a engagé son autorité. Trois mille hommes armés ont été mobilisés pour cela. Trois mille hommes, contre des manifestants qui avaient proclamé depuis longtemps leurs intentions pacifiques. Un gendarme a eu, lui aussi, la main arrachée parce que le gouvernement ne voulait pas laisser des manifestants dire leur désapprobation, et cela dans un pays qui se dit démocratique, avec un président qui se dit libéral.

L'épreuve de force a été voulue et préparée par les autorités. Plusieurs jours avant le rassemblement, la présence des forces de l'ordre, sur place, contrôlant les visiteurs et les identités, faisait déjà monter la tension. Et puis il y a eu l'interdiction par le préfet de l'Isère et cette abjecte campagne anti-allemande, nourrie de calomnies et de calculs chauvins. Et cela explique qu'il y ait eu des manifestants qui aient voulu en « découdre » avec les forces de l'ordre. Oui, à Malville, les pouvoirs publics ont délibérément préparé l'affrontement, ils l'ont rendu inévitable.

Pourquoi ? La politique nucléaire du gouvernement avait-elle besoin d'être défendue avec un tel déploiement de forces, une telle violence contre des manifestants désarmés ? Creys-Malville est un symbole : pour les manifestants anti-nucléaires, le sur-régénérateur prévu à cet emplacement représente le pire. Pour le gouvernement, Creys-Malville était l'occasion de réaffirmer clairement qu'il n'était pas question de céder à la pression populaire, pas ques-

tion de remettre en cause une politique décidée en haut lieu.

Or la politique nucléaire du gouvernement est contestée : par l'opposition, avec des nuances diverses, par les syndicats et surtout par la population directement concernée par l'implantation des centrales

Aujourd'hui, plus personne ne peut l'ignorer. A Naussac, Larzac, Flamanville, des hommes et des femmes se mobilisent parce qu'ils n'acceptent pas que le gouvernement décide pour eux sur un problème qui les concerne, voire les menace directement. Et ils se mobiliseront tout l'été, malgré Malville, à cause de Malville.

Quoi qu'on pense de l'énergie nucléaire et de ses risques, l'attitude des pouvoirs publics à Malville ne peut que renforcer la méfiance envers le gouvernement qui a besoin de la force publique pour imposer ses choix. A Malville, le gouvernement a montré son mépris de l'opinion publique. Il a cru pouvoir agir sans problème parce que la plupart des grands partis de la gauche s'étaient, soit désolidarisés de la manifestation, soit démarqués de ses objectifs. Il a pensé n'avoir affaire qu'à quelques milliers de gauchistes, écologistes ou non-violents. Et il a décidé de se montrer ferme avec eux, d'autant plus ferme qu'il ne voulait pas se faire accuser de faiblesse par ses concurrents de la majorité, comme cela est déjà arrivé. Il a donc choisi de montrer sa force.

Et il a tué. Il ne le souhaitait peut-être pas, mais il en a pris le risque et il est aujourd'hui responsable de cette mort.

Par son mépris de l'opinion, par son mépris de la vie humaine, le gouvernement vient de faire une démonstration qui se retourne contre lui. Même Chirac a pu s'offrir le luxe de dire qu'il faudrait discuter du problème écologique. La droite réactionnaire, bornée, chauvine, a peut-être pu se gorger pendant 24 heures des cocoricos triomphants et de l'arrogance du préfet Jannin et du ministre de l'Intérieur Bonnet, le bilan politique pour la majorité est finalement négatif. Un homme est mort à Creys-Malville, tué par les forces de l'ordre. Et l'ensemble de l'opinion, même celle qui est la moins mobilisée, même celle qui est sur les routes ou les plages des vacances, a pris conscience qu'il y avait un problème, un problème concernant l'énergie nucléaire et surtout un problème concernant le gouvernement lui-même, ses méthodes, sa politique.

Arlette LAGUILLER

# Marchais s'en prend à Mitterrand (101° épisode) :

# Déphasé ou coléreux ?

Ni le déphasage dû aux vacances, comme l'a expliqué gentiment Robert Fabre, ni le mauvais caractère, comme l'a insinué Gilles Martinet, n'expliquent certainement la sortie de Marchais contre Mitterrand accusé d'avoir « porté un mauvais coup à la gauche », sur les écrans de TF1.

Bien plus simplement, dans la petite guerre de harcèlement que le PCF livre au PS au sein de l'Union de la gauche, et bien entendu sans aucun désir de la rompre, l'occasion était trop bonne de planter quelques banderilles

Il est tellement évident en effet que Mitterrand, en proposant un référendum sur la question de la force de frappe, s'est livré à une grossière démagogie. Il est tellement évident que ce n'est là que ficelle électoraliste pour permettre au PS d'avoir les suffrages à la fois des partisans et des adversaires de cette force de frappe. Il est tellement évident que Mitterrand, sous le simple prétexte par exemple que ce référendum serait anticonstitutionnel, donc impossible, fera en fait ce qu'il voudra, y compris le contraire de ce qu'il a promis, une fois qu'il sera au gouvernement.

Alors, Marchais en a profité.

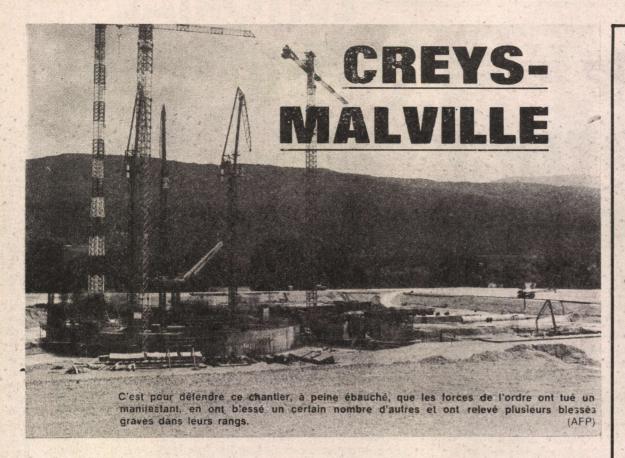
Il en a profité pour se présenter comme préoccupé des véritables intérêts des travailleurs. On ne va pas tout de même perdre son temps à des réformes constitutionnelles et des référendums, quand l'urgent est d'améliorer la condition des Français, n'est-ce pas ? Et voilà à l'intention des travailleurs.

Il en a profité pour se présenter aussi comme le défenseur intransigeant de la force de frappe, face à des socialistes qui ne savent pas trop ce qu'ils veulent. Et voilà à l'intention des nationalistes et de la bourgeoisie française.

Il en a même profité pour so présenter comme le plus honnête. N'est-il pas normal de s'engager sur un programme précis, quand on se présente au suffrages de ses concitoyens ? voità à l'intention des électeurs qui veulent savoir où ils mettent leur vote.

Il peut même se payer le luxe de se préparer à apparaître comme le véritable inspirateur de cette partie du Programme commun réactualisé, quand celui-ci sera publié. Il est bien établi, à la suite des travaux de la commission de réactualisation, que l'Union de la gauche, reniant l'engagement qu'elle avait pris en 1972, a décidé de maintenir la force nucléaire. Et voilà à l'intention des militants du PCF qui se demandaient si leur parti ne passe pas sous la table.

Dans cette affaire, qui n'est qu'une des multiples scènes de la querelle du ménage Mitterrand-Marchais, ce dernier a toutes les apparences pour lui : la logique, l'honnêteté, le bon sens. Tout... sauf le fait que les intérêts des travailleurs n'ont rien à voir dans toute cette affaire.



# Le déchaînement de la xénophobie

La manifestation anti-nucléaire de Malville a donné lieu dans à peu près toute la grande presse à un véritable déchaînement de propos anti-allemands. C'est tout juste si l'on n'avait pas vu là-bas des « Boches », en casque à pointe, « la cavalerie teutonne » (comme écrivait le Figaro du 2 août), se livrant aux premières manœuvres d'une nouvelle invasion qui aurait commencé par les champs de maïs des alentours de Malville, avec pour objectif ce carré de béton surmonté d'une demi-douzaine de grues du site de la future centrale nucléaire.

Les autorités donnaient d'ailleurs le ton de cette hystérie cocardière et le préfet de l'Isère, Jannin, entendait probablement galvaniser ses troupes par ses accents guerriers : « Il y a ici 3 000 ou 4 000 Allemands animés par une volonté offensive. Morestel est occupée pour la seconde fois de son histoire. Mais nous les viderons... comme nous l'avons déjà fait! ». Tandis que le ministre de l'Intérieur, Bonnet, parlait « des groupes d'action et d'inspiration anarchistes, ignorant les frontières et qui se sont déjà fait la main ailleurs, notamment en Allemagne fédérale ».

Sur le sentier de la guerre, avant même la manifestation! Le Figaro du 1er août désignait « l'ennemi » : des « troupes de choc » dont la moitié sont allemandes, dont « les membres se refusent à engager la conversation. Quelques-uns avouent pourtant leur sympathie pour les anarchistes de la « bande à Baader ». Ce qui lui permettait d'assurer le lendemain : « Si la marche vers la centrale nucléaire a dégénéré, ce sont les Allemands qui en sont responsables », puisque le reste de la manifestation était constitué de « braves gens... aussitôt débordés par des activistes, dont on apprend avec un certain étonnement que les plus violents arrivent d'Allemagne ». Le Parisien Libéré n'était, bien sûr,

pas en reste dans ce concert et feignait de s'interroger : « Ces groupes armés de barres de fer, casqués, venus pour la plupart d'Allemagne, agissant au nom de l'écologie? Qui pourrait le croire? ». France-Soir non plus qui, le 2 août, sous le titre « A Malville, les anarchistes ont attaqué en commandos », emportait le pompon en s'offrant le ridicu'e de souligner à propos de « tous ceux qui crient comme d'habitude « CRS-SS ! » : « Certains crient en allemand, du reste »!

Car le ridicule le disputait effectivement à l'odieux dans cette avalanche de propos anti-allemands par lesquels les autorités, et la presse dans leur sillage, espéraient bien faire admettre par l'oninion publique les violences policières tous azimuts. Si les manifestants allemands n'avaient pas existé, il aurait fallu les inventer.

Lucienne PLAIN

# Les forces de l'ordre en action

C'est un sentiment de dégoût qu'ont éprouvé un grand nombre d'habitants de la région de Malville qui ont vu la police à l'œuvre. Pendant les trois jours qui précédèrent la manifestation, la région connut une sorte d'état de siège : contrôle des routes, fouille des campings, vérification systématique de toutes les voitures étrangères. Tout cela sous prétexte qu'il fallait rechercher des armes, alors que toutes ces tracasseries aboutirent à la constitution d'un dérisoire butin de quelques masques à gaz de gants, de scies, de quelques poianards et d'un cerf-volant!

A la fin de la manifestation, et surtout dimanche soir, c'est à de véritables ratonnades que la population locale a pu assister : fermes et villages encerclés, maisons fouillées par des policiers en quête de manifestants réfugiés, chasse à l'homme, matraquage. Ce spectacle révoltant n'a pas manqué d'indigner des habitants de la région qui, même s'ils appréhendaient la venue des ma-



Un manifestant blessé grièvement est emporté par le service medical. (UPI)

nifestants dans leur région, se sont sentis solidaires d'eux devant les exactions de la police.

Mais en dépit de tout cela, ce n'est pourtant ni le préfet Jannin ni le ministre de l'Intérieur, Bonnet, qui passent en flagrant délit samedi 6 août, mais douze manifestants. Raison de plus, s'il en fallait, pour exiger la libération de tous les manifestants et l'arrêt de toutes les poursuites.

# LE NUCLÉAIRE, UN PROBLÈME DE SOCIÉTÉ

OIN d'étouffer le débat, comme l'espérait sans doute le gouvernement, les grenades des gendarmes mobiles à Malville ont, au contraire, relancé le débat sur l'énergie nucléaire. Dangereuse, polluante, menace pour l'avenir de l'humanité et même cause du fascisme? Ou au contraire source d'énergie essentielle de l'avenir, dont les dangers sont exagérés soit par des préjugés irraisonnés soit par des démagogues gauchistes ou écologistes? Les partisans de l'énergie nucléaire comme ceux qui la rejettent se renvoient les arguments.

Il est sûr qu'à l'heure actuelle les inquiétudes que provoque la politique du gouvernement dans la population sont bien légitimes. Le gouvernement s'est lancé dans le nucléaire tous azimuts avant que l'on soit capable de maîtriser entièrement cette source d'énergie. Pour des raisons liées à l'économie capitaliste (volonté de remplacer en partie le pétrole, désir de certains grands trusts de trouver un nouveau marché en équipant les centrales nucléaires, possibilités ouvertes sur le marché mondial en étant le premier pays dans ce domaine) on se lance en ce moment même, sur le terrain, dans la construction de surrégénérateurs. Qu'importe s'il y a des incidents. Qu'importe si tout n'est pas encore au point. Qu'importe si le problème des déchets radio-actifs n'est pas encore résolu. On préfère prendre des risques énormes de pollution, modifier complètement l'équilibre écologique d'une région ou, plus grave, risquer même la vie de populations entières. Oui, la construction de surrégénérateurs comme Super-Phénix à Malville a de quoi inquiéter fortement.

Les écologistes dénoncent donc avec justesse les dangers que représentent à l'heure actuelle les centrales atomiques, dans une société où tout nous a montré que profit et rentabilité passent avant tout, avant la sécurité, avant les problèmes humains. Ce n'est pas avec le nucléaire que cela a commencé. Que cela soit avec le charbon, le pétrole ou dans tout autre domaine industriel, les possédants ont fait payer et continuent de faire payer très lourdement à la nature, à la société et aux travailleurs leur politique de profit à tout prix.

Un mort par heure d'accident du travail, la pollution grandissante des mers et des rivières, et des drames comme ceux d'Ekofisk ou de Seveso sont là pour nous avertir. Giscard a le culot d'opposer les 1 200 morts dans les mines de charbon depuis 1969 à la « nouvelle » source d'énergie qu'est le nucléaire. Mais qu'est-ce que cela montre, sinon qu'il faut arracher aux capitalistes et à leur Etat la propriété et la gestion et des mines de charbon (où ils ont laissé assassiner des centaines de milliers de travailleurs depuis un siècle) et celle de l'énergie nucléaire, où il n'y a aucune raison qu'ils se montrent plus précautionneux? Or les risques sont sans doute plus grands encore avec l'énergie nucléaire. Nous n'avons aucune confiance à accorder à ces gens-là, qui ont tous les pouvoirs et mettent en péril l'avenir de la planète. Et les centrales nucléaires représentent entre leurs mains un danger certain.

Mais le nucléaire est-il le mal en soi, la cause de tous les maux, comme tendent à le dire certains écologistes? - justement parce qu'aujourd'hui les problèmes de sécurité sont loin d'être réglés — il y a de fortes raisons de penser que l'énergie nucléaire est bien l'une des sources d'énergie de l'avenir. Mais il est vrai que ce n'est que dans une autre société, où chacun pourra contrôler, décider en fonction des intérêts généraux de l'humanité et avec les moyens de le faire, et surtout une société débarrassée des intérêts privés, où personne pour des raisons de profits n'aura d'intérêt ou de raison de faire fi de ces intérêts généraux, que le problème du nucléaire pourrait être résolu sans appréhension ni peur. Alors, tous les moyens techniques pourraient être mis en œuvre pour trouver les meilleures solutions, les plus rationnelles, les moins polluantes, les plus adaptées aux besoins en énergie. S'il s'avérait que l'énergie nucléaire ne convient pas, qu'elle comporte trop de risques, on choisira une autre forme d'énergie, l'énergie solaire ou une autre, découverte d'ici là... Mais rien n'incite à penser que l'humanité n'est pas capable de résoudre les problèmes de sécurité posés par le nuclé-

La question du nucléaire à l'ordre du jour? Certes. Mais à travers celle-ci, fondamentalement et avant tout, le changement de cette société.

Christine LIMEUIL

# MAKARIOS: la voie étroite du nationalisme-



(Photo AFP)

Makarios, président et archevêque de Chypre, est mort le 3 août et sa mort laisse les couches dirigeantes de la communauté grecque chypriote privées de leur leader. Il avait été le représentant politique de cette bourgeoisie et petite bourgeoisie dans toutes les péripéties politiques des trente dernières années : aussi bien dans les combats pour l'indépendance que pour garantir des droits privilégiés à sa communauté contre la minorité turque et aussi contre les visées annexionistes de la Turquie, mais également contre celles des colonels grecs.

En 1950, Makarios devient l'ethnarque de Chypre, à l'époque sous la domination britannique, c'est-à-dire le chef de l'Eglise orthodoxe et, comme la tradition le veut, le chef politique de la communauté grecque également.

La communauté grecque de Chypre comprend à l'époque 82 % de la population. La communauté turque, qui est l'héritage de l'ancienne occupation turque, comprend donc moins de 20 % de la population totale. Certes, une haine ancestrale, alimentée par les combats des populations grecques pour leur libération face à l'oppression ottomane, existait.

Mais ce que désirait l'immense majorité de la communauté grecque, c'était se libérer de la domination britannique (qui durait depuis plus de soixante-dix ans) et obtenir le rattachement à la Grèce. Pour tenter de faire obstacle à cette aspiration, les colonisateurs britanniques vont systématiquement favoriser la communauté turque. De plus, ils vont tout faire pour favoriser et développer les affrontements entre communautés

Mais la volonté farouche de la population chypriote grecque et son combat amèneront l'impérialisme britannique à composer. Seulement, il laissera un héritage pourri à Chypre : une île divisée entre deux communautés hostiles et, le rattachement refusé par l'impérialisme, l'indépendance de l'île sera accordée sous la responsabilité conjointe de la Turquie et de la Grèce.

Makarios symbolise toute cette lutte. Il fut aussi l'homme de la situation, une situation où Chypre était empêchée de rejoindre la Grèce par la volonté de l'impérialisme et de la Turquie. La bourgeoisie grecque de l'île n'a eu d'autre perspective que de bâtir un Etat indépendant dans lequel elle assumait son hégémonie sur la communauté turque. Puis, cet Etat mis en place, il en fut le défenseur, y compris contre l'Etat grec lui-même, particulièrement celui des colonels, dont la politique était à l'opposé de la sienne.

Cette lutte sur deux côtés l'amène à chercher des alliés pour garantir les droits de l'Etat chypriote face aux deux protecteurs, membres de l'OTAN, particulièrement du côté de l'URSS.

Mais la popularité incontestable dont pouvait se prévaloir Makarios - il fut à chaque fois réélu président à la quasi-unanimité - cachait en fait les antagonismes de classes qui existaient au sein même de la communauté grecque chypriote. Il était facile de faire porter la responsabilité de

tous les malheurs de la population sur les droits soi-disant exorbitants réservés à la communauté turque. Ce bouc émissaire tout trouvé ne servit qu'à créer derrière lui, avec l'appui d'un PC qui regroupe plus de 30 % des voix, une unanimité nationale, mais pas à régler les problèmes de la population. Makarios se comporta en oppresseur vis-à-vis de la minorité turque, avec l'appui de la population qui fut dévoyée dans ce combat.

Les conflits inter-communautés se multiplièrent, donnant parfois lieu à des interventions militaires turques. La Turquie étant trop contente elle-même de trouver là un dérivatif nationaliste pour ses propres populations.

Mais le jeu d'équilibre de Makarios s'écroula en 1974. Ce furent les colonels grecs qui, par un coup d'Etat, voulurent se débarrasser de ce gêneur. Mais ils ne firent que donner l'occasion à l'armée turque d'intervenir, d'opérer la division de l'île en deux en regroupant les populations, et de contrôler aujourd'hui 40 % de l'île.

Il y avait une autre voie pour Chypre que celle ouverte par Makarios, car l'issue d'aujourd'hui est logique : l'oppression amène l'oppression.

Cette voie, c'était la voie de la lutte unie des populations pauvres turque et grecque - et elles sont l'immense majorité - pour leur libération de l'oppression et de l'exploitation. La seule issue capable de mettre fin à toute domination nationale, quelle qu'elle soit.

P.S.

### Réforme constitutionnelle: Sécurité de l'emploi pour ancien ministre

C'est sur « la réforme du statut des suppléants » que les représentants des différentes composantes de la majorité ont fêté leurs retrouvailles le 2 août, dans un déjeuner à l'Elysée présidé par Giscard lui-même.

Au centre du débat qui doit faire l'objet d'une réforme constitutionnelle, il y avait le problème : comment devenir ministre sans risquer de perdre son siège de député ? On sait que De Gaulle, qui avait voulu rendre le gouvernement le plus indépendant possible du Parlement et des partis, avait introduit dans la Constitution l'incompatiblité des fonctions ministérielles et des fonctions parlementaires.

Cela oblige aujourd'hui les ministres qui perdent leur poste et qui voudraient retrouver leur emploi de député à se présenter à de nouvelles élections partielles, s'ils arrivent à faire démissionner leur suppléant, ou sinon à aller au chômage, du moins politi-

quement. Sur ce grave problème, les deux chambres réunies en congrès auront à trancher et à débattre prochaine-

Il semble acquis que c'est d'un commun accord que députés et sénateurs, tous candidats ministres, y défendront leur bout de gras de parlementaires, qu'ils ne veulent pas risquer de perdre en « allant à la soupe ». Et il n'est même pas impensable que, sur ce sujet, « l'union sacrée » puisse se réaliser entre la droite et la gauche.

L'importance du problème n'échappera pas au million et demi de chômeurs que compte le pays...

Louis GUILBERT.

### Point de chute

Chalandon, ex-ministre de l'Equipement, ex-banquier, membre influent de l'ex-UDR, et chevalier du gaullisme, vient d'être nommé à la présidence de la compagnie ELF-ERAP. Ce passage constant de la politique aux affaires, de la banque au ministère, du Palais-Bourbon au pétrole, illustre parfaitement l'interpénétration de l'appareil gouvernemental et des milieux de la finance et de l'industrie.

Qu'il soit ministre, directeur de banque ou P-DG d'une compagnie pétrolière, Chalandon sert les mêmes amis, les mêmes intérêts : ceux d'un milieu et d'une classe qui possède l'argent, le pouvoir et les hommes politiques adéquats pour faire durer cet état de choses.

A'ors, quand ces gens-là parlent d'intérêt national, traduisons tout simplement : intérêt du capital, intérêt de la bourgeoisie.

### **Vraiment pas** de quoi!

Beullac est très satisfait. Il a pu le dix sont bien informés des propositions gouvernementales en ce qui concerne l'emploi des jeunes.

Ils sont « informés », ce qui ne signifie pas, bien sûr, que huit patrons sur dix embaucheront des jeunes à la rentrée. Mais Beullac et le gouvernement se font de la publicité avec ce qu'ils peuvent. Et, en matière d'emplot, ils ne peuvent pas grand-chose. Les chiffres démentent tous les jours les propos optimistes des bluffeurs du gouvernement.

Nouvelle règlementation pour les vélomoteurs : motifs apparents et arrière-pensées commerciales

Il a été fait état d'un projet de réglementation nouvelle concernant la

catégorie dite des vélomoteurs, c'està-dire des engins qui vont de cinquante centimètres-cubes à cent vingt-cinq centimètres-cubes, dont le nombre se multiplie actuellement. Parmi les mesures projetées, il y a la limitation de vitesse à 80 km/h et surtout l'instauration d'un permis, qui serait l'équivalent du permis moto. Cela pourrait porter un coup considérable au développement des vélomoteurs. La raison invoquée, la sécurité, est un problème réel lorsque l'on songe aux accidents qui frappent les deux-roues dans une proportion bien plus grande encore que les autres véhicules.

Mais on est en droit de douter que cela soit la préoccupation essentielle, en tout cas la préoccupation unique du gouvernement. Surtout lorsque l'on sait que le marché de ces engins, qui se développe actuellement, appartient en quasi-totalité à des firmes étrangères et, en particulier, pour 80 % japonaises, et qu'ils concurrencent les engins de plus petite cylindrée, les cyclomoteurs, que fabriquent des firmes françaises comme Peugeot ou Motobécane.

Derrière les problèmes de sécurité réels, on retrouve la guerre commerciale et le protectionnisme qui agitent en ce moment le monde capitaliste.

Louis GUILBERT

# CYRUS VANCE AU MOYEN-ORIENT Agitation diplomatique

# Agitation diplomatique pour masquer l'impasse

Le socrétaire d'Etat américain, Cyrus Vance, continue sa tournée au Moyen-Orient, avec l'objectif bien problématique d'arriver à mettre sur pied la fameuse conférence de Genève. Cette conférence devrait, paraît-il, permettre de régler tous les problèmes opposant Israël et ses voisins, que ce soit sur les problèmes des territoires occupés ou sur la question palestinienne. Certains espoirs avaient même pu naître des déclarations de Carter sur la nécessité de créer un « foyer palestinien ».

Mais voilà, il y a loin des petites phrases lâchées ici ou là au moindre début de réalisation. Certes, les USA auraient les moyens de faire pression sur le gouvernement israélien pour l'amener à composer avec les pays arabes et même sur le problème palestinien. Encore faudrait-il qu'ils le veuillent, ce qui n'est absolument pas le cas actuellement.

La visite de Begin chez Carter avait d'ailleurs été prise par tout le monde, et par les Israéliens en premier, comme une caution politique à la politique annexioniste d'Israël. A tel point qu'immédiatement après cette visite, le gouvernement israélien s'est cru autorisé à légaliser l'implantation de nouvelles colonies en Cisjordanie. Et les protestations après coup de Carter, ne pouvaient pas cacher le fait qu'il laisse finalement les mains libres à Israël.

Visiblement l'impérialisme américain n'est pas prêt à imposer au gouvernement sioniste le retrait d'une partie des territoires occupés. Sadate a beau multiplier les gestes de bonne volonté visà-vis des Etats-Unis, Israël est toujours le meilleur gendarme possible, à travers toute une population mobilisée derrière son gouvernement, pour l'ordre impérialiste dans cette région.

Et cette position de force, Israël l'affirme avec tant de morgue qu'il a bien fallu que Vance vienne sur place pour que les plus petits espoirs ne soient pas anéantis dans les capitales arabes.

Devant l'impasse, Begin refusant catégoriquement la présence d'une délégation palestinienne et les pays arabes en faisant une condition sine qua non, Sadate a fait une proposition qui tente du moins de sauver un minimum d'apparences. Puisque la conférence de Genève paraît si diffi-

cile à mettre en place, que les pays arabes et Israël se réunissent aux Etats-Unis en septembre, mais sans les Palestiniens. Inutile de dire que Cyrus Vance a immédiatement appuyé la proposition de son ami Sadate. Ce qui n'est rien de plus que l'acceptation du diktat israélien.

Mais tout cela n'est qu'un vulgaire cinéma diplomatique, qui peut certes donner lieu à de multiples déclarations, mais qui n'est en aucune façon capable de régler les problèmes.

Ce que veut Sadate, à n'importe quel prix, c'est pouvoir justifier sa politique d'ouverture vers les USA. Ce que veut le gouvernement américain, c'est pouvoir masquer sa politique de laisser-faire vis-à-vis d'Israël, par des paroles et des gestes gratuits qui ne portent pas à conséquence. Et finalement, tout ce beau monde est complice. Les Palestiniens étant désignés pour être les victimes encore une fois et pour longtemps encore si la lutte des peuples de la région ne vient bouleverser cette entente tacite et le rapport de forces d'abli dans cette région du monde.



Les Palestiniens ne participeront pas à la mini-conférence que s'efforce de mettre en place Cyrus Vance; voilà qui la rend d'emblée caduque. Les USA s'inclinent volontiers devant le veto israélien.

P.S.

# Portugal

# Nouvelles mesures réactionnaires du gouvernement Soares

Mario Soares et son gouvernement viennent de faire un pas en arrière de plus sur les acquis du 25 avril 1974. Après avoir fait voter une loi permettant la restitution de certains domaines touchés par la réforme agraire, il vient de faire voter une loi pour indemniser les biens des patrons expropriés de leurs entreprises.

li va donc falloir maintenant que les travailleurs portugais, durement touchés déjà par la crise, le chômage, la vie chère, travaillent en plus pour donner de l'argent à ceux qui en ont déjà plein leurs poches. Et c'est ce gouvernement, qui se prétend socialiste, en qui une grande partie de la population ouvrière a placé sa confiance, qui ose imposer une telle politique!

Il n'est pas surprenant qu'une telle attitude provoque l'écœurement et la réprobation jusque et v compris parmi les militants du Parti Socialiste lui-même. C'est autour de l'ex-ministre de l'Agriculture Lopez Cardoso, semble-til, que se cristallise l'opposition au sein du Parti Socialiste. Mais pour apprécier ce que représentent Cardoso et ses amis, il faut rappeler que ce même Cardoso fut précisément l'initiateur des coups portés à la réforme agraire... C'est sous sa responsabilité que furent prises les premières mesures de restitution des terres.

Quant au Parti Communiste Portugais, qui a voté contre les deux projets alors que, depuis les dernières élections législatives et la création d'un gouvernement socia'iste minoritaire, il s'était cantonné dans une neutralité bienveillante à l'égard de Mario Soares, il a donc bien tardivement choisi d'entrer dans l'opposition. Il vient bien spectaculairement de réclamer de nouvelles élections dans un délai de trois mois.

Il s'agit bien sûr d'un geste propagandiste. Le PCP n'a pas le pouvoir, tout seul, de faire chuter Soares. Et sans doute ne le désire-t-il pas vraiment. Mais il tient à marquer de façon claire son passage dans l'opposition.

Est-ce à dire que le PCP est désormais décidé à mener l'offensive nécessaire contre la politique réactionnaire du gouvernement Soares ? Il serait il·lusoire de le croire. Si le PCP avait l'intention de préparer cette riposte, ce ne sont pas des élections qu'il demanderait, mais il militerait pour une véritable mobilisation des travailleurs contre la vie chère, contre le chômage, contre la restitution des terres et contre l'impôt qui doit indemniser les riches.

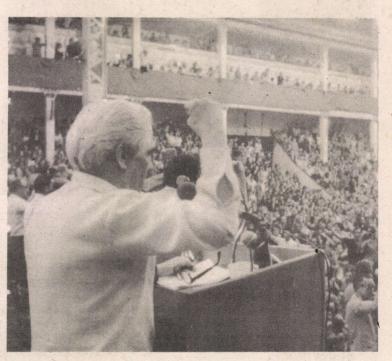
Ce n'est pas en semant des illusions sur de nouvelles élections qu'une telle mobilisation pourrait être réalisée.

En fait, l'objectif du PCP est plus simple : il espère profiter politiquement et organisationnellement du discrédit du PS auprès de ses militants.

Reste à savoir si le passage du

PCP dans l'opposition ne risque pas d'entraîner des illusions dans sa propre base militante et d'inspirer des mouvements que l'appareil serait difficilement capable de contrôler. Le mécontentement des travailleurs portugais peut emprunter ces voies-là pour s'exprimer et bouleverser tous les calculs des dirigeants.

Louis GUILBERT



Alvaro Cunhal se lance dans l'opposition. Mais ce qu'il propose au mécontentement populaire ce n'est pas la lutte contre le chômage et la hausse des prix, c'est de nouvelles élections...

# RFA: la chasse aux terroristes

La nouvelle de l'assassinat de Jürgen Ponto, président de la deuxième banque en importance de la République fédérale allemande, était à peine connue que la police, la presse, la radio et la télévision allemandes, suivies aussitôt par les moyens d'informa. tion français, faisaient porter toute la responsabilité de cette mort sur le « gauchisme international ». Pourtant, il aura fallu deux jours pour qu'un groupe intitulé Mouvement de Libération Matin Rouge, inconnu de tous jusqu'à ce jour. revendique cet assassinat. Que ce mouvement existe et qu'il soit vraiment l'instigateur de la mort de Ponto est pourtant bien loin d'être prouvé.

En fait, tout ce déchaînement repose sur bien peu de choses. Susan Albrecht, qui a tué le banquier, aurait travaillé un moment chez un avocat qui a défendu le groupe Baader-Meinhof et qui a dû récemment émigrer parce qu'il était menacé d'inculpation pour « assistance à une organisation criminelle ». Il vient quant à lui de démentir formellement

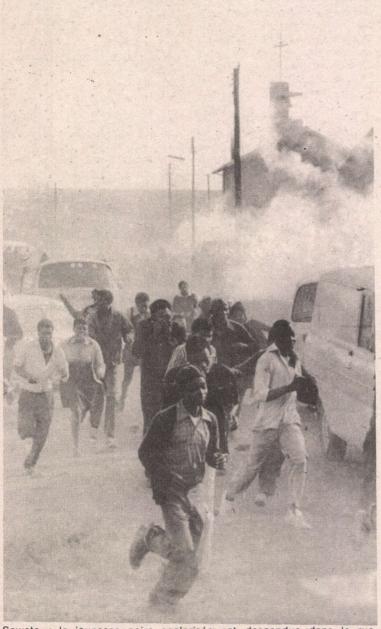
ces assertions. Quant aux autres preuves que Susan Albrecht participait à un groupement terroriste, voilà comment France-Soir, l'un des animateurs en France de cette campagne anti-gauchiste. en parle. D'abord. il affirme qu'elle a « collaboré avec les membres de la Fraction Armée Rouge, qui a fait trembler l'Allemagne au début des années 1970 ». La seule preuve avancée de cette participation étant « qu'elle aurait en particulier prêté son passeport à un terroriste bien connu ». Le reste est de la même eau. Les banquiers allemands ont tenu à participer à l'entreprise en mettant à prix la tête de la coupable et de ses présumés complices. C'est le pays entier qui est appelé à participer à la chasse aux terroristes.

Susan Albrecht est peut-être membre d'un groupement terroriste. Elle a peut-être voulu donner une portée politique à son geste. Mais nous ne le saurons que si elle fait des déclarations en ce sens.

En attendant, l'assassinat de Jürgen Ponto fournit l'occasion de relancer la campagne anti-terroriste, où police, presse, banquiers unissent leurs voix pour la défense de l'ordre de la bourgeoisie allemande.

Joëlle GERARD

# A Soweto, la contestation franchit un nouveau pas



Soweto : la jeunesse noire scolarisée est descendue dans la rue, malgré les policiers, malgré les armes à feu. Sa colère ne se laissera

Une lycéenne noire de 19 ans a été tuée par la police dans la cour de son école, alors qu'elle participait avec ses camarades à un meeting pendant la grève des cours. Lundi 1er août, un lycéen était à son tour abattu par la police.

Mais cette répression ne désarme pas le mouvement contestataire. Il est en train de franchir un nouveau pas. Il y a quelques semaines déjà, la jeunesse étudiante avait contraint à démissionner la municipalité noire fantoche mise en place par le gouvernement. Les loyers venaient d'augmenter à Soweto et la prétendue municipalité n'avait même pas été consultée! Les lycéens et étudiants ont dénoncé et ridiculisé son rôle de caution dérisoire du gouvernement et leurs pressions ont réussi à démoraliser les « notables » jusque-là dociles.

Maintenant, le mouvement dont se réclament ces jeunes, la « Conscience noire », entend aller plus loin. Diverses organisations, représentant soit la jeunesse lycéenne ou étudiante, soit des associations de petits commerçants ou travailleurs indépendants, se sont réunies « pour résoudre les problèmes de Soweto». Dix membres de l'assemblée ont été élus pour constituer un nouveau conseil municipal. Ce comité des dix devait rendre compte de ses travaux et de ses propositions à la population de Soweto dans l'aprèsmidi du dimanche 31 juillet. A la suite de l'interdiction gouvernementale. le Conseil des dix a décidé de remettre d'une

semaine son meeting de présentation à la population.

C'est la première fois qu'une organisation de la population noire tente d'imposer ses propres organes de pouvoir dans le pays et, bien entendu, le gouvernement de Prétoria répond par un « non » catégorique. Mais déjà d'autres faubourgs noirs de Prétoria ont annoncé leur volonté de contester à leur tour les Conseils de communauté gouvernementaux.

La plupart des initiateurs de ce mouvement appartiennent à la jeunesse étudiante, celle qui attend de l'école une relative promotion sociale. Les associations professionnelles qui soutiennent l'initiative représentent elles aussi des milieux non ouvriers et d'inspiration petite-bourgeoise. Pour le moment, la grande masse des travailleurs, ceux qui mènent une vie d'esclave dans les mines et les usines et que l'on parque dans les «compounds»ghettos, ne sont pas représentés dans le mouvement.

Cela se reflète dans les revendications mises en avant. Le comité propose un conseil de cinquante membres élus par tous les habitants de la ville. Mais il faut avoir plus de 18 ans pour être électeur et habiter Soweto depuis au moins cinq ans. C'est entrer dans le système gouvernemental, qui contrôle strictement le droit de résidence et multiplie les brimades là-des-

Pour le budget et l'indispensable modernisatioin de Soweto, le conseil entend recourir à l'aide de l'Organisation de l'Unité Africaine, au Fonds Monétaire International et aux gouvernements des différents pays.

En fait, ces contestataires veulent se montrer responsables. Bien plus que s'appuyer sur les couches les plus pauvres, en reprenant à leur compte leurs problèmes et revendications, visiblement ils aspirent à être considérés comme des dirigeants, s'adressent aux autorités internationales et au gouvernement sud-africain. Les forces sur lesquelles ils s'appuient et leur manière de présenter leur programme montrent qu'ils cherchent avant tout à arriver à un compromis, sans doute impossible d'ailleurs.

Cette timidité politique, ce souci de légalisme n'excluent pas un grand courage personnel. Les étudiants de Soweto l'ont montré et ils continuent tous les jours à faire lapreuve qu'ils sont prêts à affronter la mort pour défendre leurs idées.. Mais leurs conceptions politiques ne sont pas à la mesure de la détermination dont ils font preuve, car elles ne dépassent pas un nationalisme étroitement légaliste.

Mais ces perspectives limitées dans lesquelles se cantonne l'opposition pourraient très vite s'élargir et changer de nature si la classe ouvrière noire d'Afrique du Sud entrait en mouvement. Ce sont ces milliers de travailleurs noirs et métis, qui peuvent seuls donner à la population pauvre un programme et des perspectives.

Solange DUPUY

# Somalie-Éthiopie

# DES GRANDES PUISSANCES DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE

Un porte-paro'e du département d'Etat américain a annoncé le 26 juillet que les Etats-Unis avaient décidé de four- impassibles les grandes puissannir à la Somalie des armes « défensives ». La France et la Grande-Bretagne ne sont pas en reste. qui ont offert à la Somalie tout un arsenal militaire que l'Arabie Saoudite, toujours prête à appuver la politique de l'impérialisme, s'est offerte à financer.

Ainsi la Soma'ie, qui depuis dixsept ans entretenait les meilleures relations avec l'URSS, se réclamait même du « marxisme-léninisme » et dont l'armée de 25.000 hommes était entraînée et équipée totalement jusque-là par l'URSS (qui avait envoyé sur place 6,000 conseillers techniques), a donc changé de camp.

La Somalie revendique de lonque date la province éthiopienne de l'Ogaden. Des combats se déroulent dans cette région et le régime de Mogadiscio soutient sans réserve le Front de Libération de la Somalie Occidentale

(FLSO) qui revendique l'autonomie de cette région.

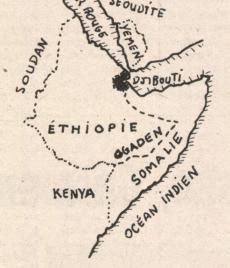
Un tel conflit ne pouvait laisser ces impérialistes D'autant plus que l'Ethiopie, jusque-là fidè'e vassale de l'impérialisme US, s'est tournée vers l'URSS depuis le coup d'Etat militaire pour se pourvoir en matériel militaire. Il s'agissait pour les grandes puissances impérialistes de garder la haute main sur la région. Ce conflit était une occasion pour el'es d'intervenir et de tenter de débaucher du camp soviétique la Somalie. Elles y sont parvenues sans trop de peine; le renversement des alliances semble bien être ache-

Voilà une nouvelle manifestation de la facon dont les grandes puissances, au nom de la défense de l'équilibre mondia! et du statu-quo international, jouent avec le sort des peuples. Et les dirigeants prétendus socialistes comme Syaad Barre, le dirigeant somalien, qui se prêtent à ce jeu

montrent finalement qu'ils ne défendent d'autres intérêts que leurs intérêts nationaux, ou ceux qu'ils croient tels.

Ainsi l'Ethiopie et la Somalie deux pays parmi 'es plus pauvres du monde, sans grandes ressources propres, mais qui se trouvent dans une zone stratégique vitale pour les grandes puissances, se voient ainsi armés de pied en cap et poussés pratiquement à se faire la guerre.

Ce conflit pouvait se régler autrement que les armes à la main, si les aspirations des populations locales avaient été réellement prises en compte et si elles avaient été laissées libres de se déterminer. Mais te' n'était pas bien sûr le vœu des grandes puissances, soucieuses avant tout de maintenir ou même de développer tout conflit leur permettant d'intervenir, soit directement soit par gouvernement local interposé, dans une région vitale pour leurs intérêts, et donc de s'y main-



Les industriels français et anglais de l'armement peuvent se frotter les mains : leurs profits vont se gonfler.

Dans ces pays déshérités, la sécheresse avait plongé l'an dernier des dizaines de mi'lions de personnes dans la souffrance et en avait tué des centaines de milliers d'autres, sans que les grandes puissances aient levé le petit doigt pour les sauver. Des hommes mouraient car il n'y avait pas de profit pour les puissances impérialistes à les sauver. Les grandes puissances, pourtant riches et prospères, les ont laissés littéralement crever de faim, en leur envoyant quelques sacs de b'é ou de lait pour que la morale soit

Mais aujourd'hui qu'il s'agit non plus de la vie et de la mort d'êtres humains, mais de la défense de leur ordre mondial et de leurs intérêts stratégiques, toutes les grandes puissances se précipitent et fournissent le matériel militaire le p'us sophistiqué, le plus coûteux. Tout cela au nom de la nécessité de maintenir l'équilibre mondial c'est-à-dire misère et guerre pour les peuples opprimés, domination et profits pour les magnats impérialistes.

Guy FICHET.

# -ESPAGNE-

# Les nouvelles centrales syndicales se préparent aux élections

Depuis la suppression de la cotisation obligatoire au syndicat vertical, l'ancienne centrale syndicale héritée du régime franquiste a cessé d'exister légalement.

En attendant une nouvelle loi concernant le mode de désignation et les attributions des divers délégués, ainsi que la convocation d'élections syndicales, il existe une sorte de « vide syndical ». En effet les anciens délégués ne sont plus reconnus comme représentatifs par les patrons, tandis qu'aucune loi n'a encore défini un type de scrutin.

Les centrales syndicales essaient de mettre à profit cette période de transition et de convoquer des élections libres dans certaines entreprises. Les réactions du patronat face à ces initiatives varient très largement. Parfois les directions patronales sont hostiles, parfois consentantes, com-

chez Marconi, à la FEMSA à Madrid, à FASA à Valladolid ou dans certaines mines des Asturies, comme celle de CAMOCHA. Parfois aussi la direction choisit d'accepter ou de refuser ces délégués en fonction des résultats électoraux ou de la personnalité des militants élus. Chez SEAT par exemple, la direction a fait le tri après les élections, en ne reconnaissant que 150 des 250 élus, en même temps qu'elle vient d'interdire toute réunion de délégués à l'intérieur de l'usine.

Pour les nouvelles centrales syndicales il s'agit, au travers de toutes ces mini-élections, de mesurer leurs forces, de faire connaître et de placer leurs militants respectifs. Et les résultats obtenus montrent le rôle actuellement prédominant joué par les Commissions Ouvrières (liées au Parti Communiste) et par l'UGT (liée au

Parti Socialiste, le PSOE).

En fait, les nouvelles directions syndicales préparent les futures élections syndicales. Mais cette préparation n'est malheureusement pas l'occasion d'un vaste débat démocratique sur les problèmes d'organisation de la classe ouvrière. La concurrence, les rivalités de boutique sont la préoccupation dominante des dirigeants qui, même s'ils parlent toujours, pour la forme, d'une souhaitable « unité syndicale », sont attachés à cette division qui recouvre d'ailleurs des oppositions politiques, chaque parti et chaque tendance tenant à conserver sa propre courroie syndicale. Et cette division, ce fonctionnement bureaucratique des nouvelles organisations ouvrières est d'autant plus grave qu'actuellement justement un nombre important de travailleurs se tournent vers les syn-

# Oune victoire pour les travailleurs du bâtiment aux Asturies

Après trois mois de grève, les maçons des Asturies viennent de remporter une victoire.

A l'issue d'une procédure d'arbitrage, le gouvernement vient de décréter que les patrons du bâtiment devront satisfaire leurs revendications. Celles-ci étaient : un sa'aire minimum de 732 pesetas par jour, soit 22.000 pesetas par mois (environ 1.300 F), le paiement intégral des paies supplémentaires

de juillet et de Noël, sans retenue pour les trois mois d'arrêt, la semaine de 44 heures et la promesse qu'il n'y aurait pas de sanctions pour fait de grève.

Ce résultat mérite d'autant plus d'être souligné qu'il rompt avec une série d'échecs de grèves successives menées par des travailleurs du bâtiment dans diverses régions, entre autres à Madrid, en Catalogne et dans 'a pro-

vince de Valence.

C'est la détermination des grévistes, qui menaçaient de descendre à 50.000 (30.000 grévistes et leus familles) sur Madrid, qui a décidé le gouvernement à arbitrer en faveur des ouvriers.

Et l'un de leurs atouts a sans doute aussi été leur cohésion et leur refus de se laisser diviser par le jeu des différentes centrales syndicales.

# Les prix augmentent, les salaires ne suivent pas

Actuellement les effets de la dévaluation de la peseta se font pleinement sentir en Espagne. Les prix sont en pleine ascension. L'essence passe de 31 pesetas le litre à 40 pesetas (près de 0,50 F de plus). L'électricité, l'huile, le pain, le lait, le café ont augmenté. Ou peut dire que le taux d'inflation pour l'année sera largement supérieur aux 30 % annoncés par le gouvernement et atteindra sans doute les 40 %.

Libéral sur les prix, le gouvernement l'est beaucoup moins en ce qui concerne les salaires. Les limites de leur augmentation pour l'année sont fixées entre 17 % pour les bas salaires et 4 % pour les plus hauts.

Face à cette attaque en règle contre le niveau de vie des travailleurs, les nouvelles centrales syndicales les plus influentes ont prévenu presque ouvertement qu'elles ne comptaient pas meitre en échec la politique économique et sociale du gouvernement.

Mais la classe ouvrière n'est peut-être pas prête pour autant à se laisser faire.

# A "Roca Radiadores", la direction obligée de reculer

En Espagne, le Tribunal Centra' du Travail vient de rendre son jugement sur l'affaire des 35 dé'égués licenciés lors de la longue grève de Roca-Radiadores dans la région de Barcelone, grève qui dura près de trois mois et prit fin à la mi-février.

Cette instance, qui a pour but d'arbitrer les conflits du travail, a donc repris à son compte la décision de la magistrature du Travail qui, fin janvier, avait déjà considéré ces licenciements comme abusifs et exigeait la réintégration ou l'indemnisation de cès délégués. La direction de Roca avait alors refusé ce verdict et fait appel. Mais, le nouveau jugement ayant confirmé le premier, il ne lui restait donc plus à ce jour d'autre solution que de réadmettre les licenciés ou de choisir la voie de l'indemni-

Et c'est à la surprise générale que la direction de Roca a choisi la réintégration avant même que les hostilités soient vraiment engagées, et cela afin d'éviter un nouvel affrontement avec les travailleurs de cette entreprise.

Bien que le sort de quatre autres ouvriers licenciés (selon des procédures de licenciement individuel cette fois) ne soit pas encore réglé, ceci est déjà une victoire ouvrière. Elle redonnera le moral aux 4.500 travailleurs qui ont participé à une des grèves les plus longues de ces derniers mois. Car c'est en se souvenant des mauvais jours qu'ils lui ont fait passer, que la direction de Roca a cédé. Et c'est aussi le souci de prévenir de nouvelles grèves sauvages qui pousse cette direction de Roca à changer son fusil d'épaule face aux syndicats, en essayant de jouer cette fois la carte de la conciliation et de dialoguer avec les syndicats qui, entre-temps, ont réussi à s'implanter dans l'usine.

# sko, Garmendia et leurs camarades, grâciés



De gauche à droite : Garmendia, Sarasqueta, Izko.

(photo AFP)

Huit militants basques, anciens condamnés à mort par le régime franquiste, viennent d'être grâciés par le gouvernement espagnol. Parmi eux, Isko, condamné au procès de Burgos en décembre 1970, et Garmendia, condamné en août 1975 à la peine capitale en même temps que Otaegui et cinq militants du FRAP. qui, eux, ont été exécutés. Les procès de Burgos en 1970, le procès de Garmendia et Otaegui en 1975, ou plutôt les sinistres mascarades qui en tinrent lieu, avaient à l'époque soulevé une indignation générale.

La grâce d'Isko et de ses camarades est un geste de plus allant dans le sens de cette amnistie générale unanimement réclamée au Pays basque. Si elle a lieu aujourd'hui, à froid pourrait-on dire, c'est que le gouvernement de Juan Carlos, s'il entend libéraliser le régime, ne prétend le faire qu'à son rythme et indépendamment de la pression populaire.

C'est du moins ce qu'il tient à démontrer. Pourtant il est évident que, si aujourd'hui Isko et ses camarades sont libres y compris de rentrer en Espagne, c'est parce qu'au Pays basque et dans toute l'Espagne des milliers de personnes ont manifesté pour l'amnistie. C'est d'ailleurs après les grandes manifestations du Pays basque qui avaient fait six morts que Suarez avait négocié la libération de certains prisonniers politiques, à condition qu'ils fassent eux-mêmes une demande d'exil

Aujourd'hui, après les élections, la légalisation de la plupart des partis, l'amnistie totale pour les prisonniers politiques ne peut manquer d'intervenir. Elle est inscrite dans le mouvement de libéralisation que Suarez a luimême lancé et le mouvement populaire accéléré.

Gaston DEVEAU



# er Misère et dollars-

Grand comme les 3/4 de la France, couvert de montagnes, un sous-sol pauvre et un sol guère plus riche, à des milliers de kilomètres des grands centres capitalistes, écrasé sous le poids d'une défaite militaire achevée dans la terreur atomique à Hiroshima et Nagasaki, le Japon est pourtant le 3° pays industrialisé du monde.

Face à cette évolution apparemment inattendue, les chantres du capitalisme ont recours au langage religieux et parlent de « miracle » pour expliquer une évolution et une situation pourtant bien éloignées de tout phénomène extra-terrestre.

En réalité, à y regarder de plus près, les bourgeois japo-nais n'ont pas emprunté les voies du Seigneur pour réaliser leur « miracle ». D'abord, la prospérité japonaise, la compétivité japonaise, la technologie japonaise, sont synonymes comme dans aucun autre pays capitaliste développé, de bas salapres et de misère sociale. C'est le royaume du travail intense avec des semaines de plus de 48 h, le royaume aussi de la gabegie, de la pollution et de l'anarchie meurtrière du

Viadivestock

Hanei Heng Kong

THAIL NORD PHILIPPINES

Port-Hedland

Port-Hedland
King's Bay Mi Newman Moura

AUSTRALIE

Pakin Shanghai

capitalisme sauvage et décadent.

Ensuite, ce qu'oublient très souvent de noter les admirateurs de « l'âme nippone », c'est qu'au sortir de la guerre, le miracle japonais a poussé sur une terre arrosée non pas d'eau bénite mais bel et bien de dollars et de marchandises US en tout genre. C'est peut-être l'exemple de l'Allemagne de l'Ouest en Europe qui peut le mieux faire comprendre les liens privilégiés entre les USA et le Japon. Au fil des ans, et des crises, ces relations n'ont fait que se resserrer. Voici donc les deux veines miraculeuses : manne américaine et surexploitation des travailleurs. Bien sûr, de ce point de vue, le Japon n'a pas une situation particulièrement originale, mais ce qu'ont pu réaliser les Améri-cains au Japon, c'est-à-dire faire de cette tête de pont une des principales puissances du monde, ils l'ont pu parce que dès le XIX° siècle existait une bourgeoisie puissante qu'aucune guerre n'a pu détruire. La bourgeoisie japonaise n'est pas une création de l'impérialisme US. Elle a des intérêts bien particuliers et souvent contradictoires avec ceux des patrons

américains. Et depuis 1950, elle est certainement le concurrent le plus sérieux sur le marché

C'est que la politique des USA ne consistait pas à faire du Japon une colonie économiquement sous-développée, bien au contraire. Le plan Marshall pour l'Europe ne sera rien à côté de l'aide américaine au Japon. L'essentiel chez les stratèges et les hommes politiques américains, c'était de faire de ce pays, redoutable par sa situation géograhique, une carte politique de poids dans le jeu planétaire de la préparation de la 3° guerre mondiale contre l'URSS. D'ailleurs, l'armée japonaise est aujourd'hui une des plus puissantes du monde. C'est sous l'œil complaisant de l'impérialisme US que ce pays a reconstitué en quelques années ce qui est pudiquement appelé force d'auto-défense », dont l'acte de naissance date de la guerre de Corée.

Septième armée du monde, il ne manque plus que l'armement atomique à ces troupes encadrées par les vieux officiers réactionnaires des guerres d'Asie, pour rivaliser avec les plus puissantes armadas.

UNBBU ALBERTA

" IS MARQUISES

Tahit

- Vancouver

Seattle 5

San Francisco ETATS - UNIS

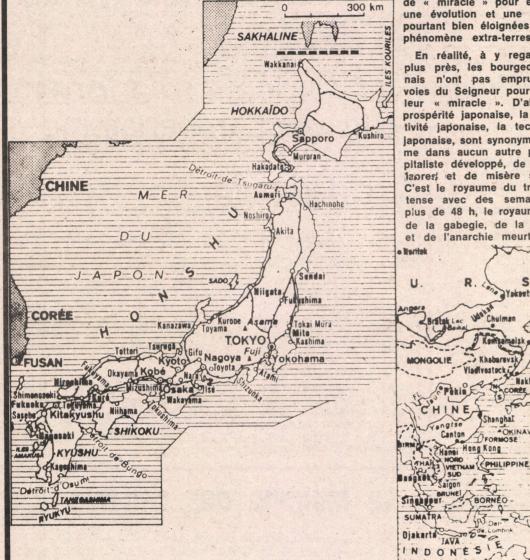
Neile Orleans /

- EQUATEUR --

IS GALAPAGUS

COLOMBIL

PÉROL



# **Présentation**

### SITUATION GEOGRAPHIQUE

- Archipel de 3 400 îles. Les quatre principales repré-
- sentent 97 % du territoire. Latitude comprise entre celles du Sahara et de la région lyonnaise.
- 372 050 km2 (les 2/3 de la
- Pays très montagneux. Plaines = 12 % du territoire.

### POPULATION

- 113 millions d'habitants. Densité moyenne : 300 habitants au km2. (En France : 90 h/km<sup>2</sup>).
- Densité en plaine : 2000 h/km<sup>2</sup>
- Taux de natalité moyen, mais taux de mortalité très bas.
- 1 200 000 Japonais de plus chaque année.

### CONCENTRATION URBAINE

- 50 millions de Japonais vivent sur 1,2 % de la surface du pays.
- 8 agglomérations dépassent le million d'habitants.
- Un seul complexe urbain (Tokyo et Yokohama) regroupe 18 millions d'habitants.
- Tokyo, Nagova et Osaka regroupent plus d'habitants que l'ensemble de la France.

# FAUX RIVAUX, VRAIS ALLIÉS

19 CAROLINES -

Gore Weipa

NOUVELLE-GUINÉE

NE IS

Vanino ....

Il y a encore 5 ans, les USA régnaient en maîtres sur une des îles les plus importantes stratégiquement de l'archipel nippon. Ce n'est qu'en 1972 que finira cet anachronisme. Okinawa, c'est le nom de sera rendu au Japon. C'était un des restes de la défaite japonaise de 1945.

Au sortir de la guerre, l'impérialisme US va axer sa politique en fonction de deux impératifs : couper le Japon de la « mauvaise » influence chinoise, ensuite faire de cet archipel, idéalement placé stratégiquement parlant, à la fois une tête de pont US et un puissant appui à la politique de la Maison Blanche dans toute cette région du Pacifique.

Et le rôle qui sera dévolu à l'Allemagne de l'Ouest en Europe, au Brésil en Amérique du Sud, à Israël au Moyen-Orient sera celui de Tokyo dans le Sud-Est asiatique et dans tout le Pacifique face à la Chine et I'URSS.

Les Américains, pour réaliser leurs objectifs, ne vont pas lésiner sur les moyens.

Le Japon va se transformer à partir de 1945, et pour plusieurs années, en véritable province américaine. Avec un gouverneur américain : Mac Arthur, une constitution à l'occidentale, une réforme agraire et des syndicats à l'américaine.

Sous les apparences de cette démocratisation se cache en fait la volonté de faire disparaître pour un temps les hommes trop compromis avec l'armée impériale et les généraux de la vieille aristocratie profondément réactionnaire et nationaliste.

En même temps, il s'agit de prévenir toute explosion sociale qui n'aurait pas manqué d'éclater chez une population qui rejoignait en masse les syndicats, au sortir de la pire des tatures.

MARSHALL

HEBRIDES

- IS-GILBERT-

SIS FIDA

NELLE CALEDONIE

P A C | F | Q U E

Aujourd'hui, les résultats de cette politique sautent aux yeux : de tous les amis des USA, le Japon est de loin le plus proche et le plus fidèle.

Qu'il s'agisse de la monnaie, du commerce extérieur, de l'armement, de la politique étrangère, c'est toujours la même dépendance.

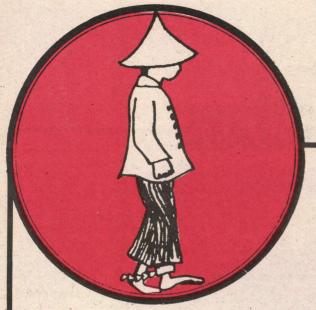
Si durant la guerre de Corée, puis celle du Viêtnam, le Japon n'est pas directement intervenu, c'est par peur des réactions d'une population aux sentiments profondément pacifistes. Mais par contre, le Japon a accepté de bon cœur de jouer le rôle irremplaçable de base stratégique de repli pour les hommes et le matériel US.

La politique de « désengagement » mise en place depuis quelques années par Washington permet au Japon de jouer,

guerres et de la pire des dic- aujourd'hui, un rôle plus indépendant, notamment vis-à-vis du grand voisin chinois. Mais c'est seulement parce que la politique américaine consiste à associer le Japon à la Chine pour maintenir l'ordre dans cette région du monde.

> Notre prochain dossier:

> > Les M. J. C.



# "Durcissez vos efforts"

# bienfaits " de la guerre

Grâce à la guerre du Viêtnam, l'économie japonaise a profité d'achats américains civils et militaires.

	chats « civils » du gouvernement US au Japon	Achats militaires	
Année	Achats gouve US at	au Japon	au Viêtnam
1965	320	346	188
1966	470	484	408
1967	510	538	564
1968	590	581	558
1969		320	303
1970	640		

Donc en pleine guerre du Viêtnam, le gouvernement américain achetait plus de produits militaires au Japon qu'au Viêtnam. On a estimé le bénéfice réalisé pendant toute la durée de la guerre à 2 milliards de dollars par an pour l'industrie japonaise.

Voici une des nombreuses sources peu reluisantes du « miracle » japonais.

# Des industriels prévoyants

Le Japon sait parfaitement adapter ses marchandises à la clientèle sud-asiati-

- Nouveau modèle de tank amphibie, utilisable même dans les rizières (fabrication Mitsubishi).

Petits hydravions.

Hydroglisseurs pour les terrains marécageux et pour la jungle.

Nouveau fusil de guerre, moins encom-brant que les fusils US, adapté à la taille du soldat indochinois. Ce n'est pas pour rien que l'armée ja-

ponaise est actuellement la 7° du monde.

Pour édifier le nouveau Japon, durcissez vos efforts. Faison's le maximum pour déve'opper notre production. Envoyons nos produits peuples du monde, sans relâche, comme l'eau qui sort d'une fontaine (...). Harmonie et sincérité est notre devise ». Voilà ce qu'entonnent en chœur, chaque matin, les 70 000 ouvriers, au garde à vous, des usines Matsushita. Bien peu de pays ont de telles méthodes et un tel encadrement de la classe ouvrière, et il est tentant d'y voir la source principale du « miracle

japonals » dont on parle tant. Incontestablement, cette soumission et le bas niveau de vie des ouvriers expliquent le « dynamisme » de l'éoonomie.

### MOISSONS AMERICAINES

Mais surtout, c'est sur cette base que les capitaux américains s'investissent et dégagent un plus fort taux de profit qu'aux USA mêmes.

Car, si les capitaux américains investis ouvertement au Japon sont rares, en revanche, les banques américaines investisent largement par le moyen de prêts à court terme. Ainsi, pendant la seule année 1968, on comp'ait près de 3 milliards de dollars prêtés aux banques nippones à très court terme et à très fort taux d'intérêt. Cette somme représente deux fois ce que les USA ont investi en Allemagne de 1961 à 1966. C'est, entre autres, ce qui explique que, comparée aux autres grandes puissances industrielles, USA, Angleterre, Alemagne, France, l'expansion économique du Japon depuis la fin de la guerre ait été de loin la plus spec-

Pendant quinze ans, de 1955 à 1970, cette expansion a été à peu près le double de celle de la France : 10,5 % par an en moyenne.

Il est le deuxième producteur d'automobiles, le premier constructeur d'ac'er, le premier constructeur de bateaux. Pour le matériel électronique et photographique, il a devancé les grandes puissances européennes.

## L'ARRIERE-BOUTIQUE

L'organisation de l'économie en deux grands secteurs est très net. D'un côté. les très grandes entreprises qui représentent 7 % du nombre total. C'est là que se réalisent les super-profits, sur la base d'une rationalisation et d'une Intensité du travail très développée. Audessous, 93 % de petites et moyennes entreprises dont les 4/5° sont des soustraitants des grandes entreprises. C'est là où se réfugient la misère, les conditions de travail épouvantables et le chômage. Ce sont les bouées de secours et les soupapes de sûreté de l'économie. Dès le moindre problème, dès la moindre crise, ce sont ces entreprises, et, bien entendu, les travailleurs de ce secteur qui en font les frais. Car dans les usines de moins de 20 salariés qui regroupent 30 % de la maind'œuvre, il n'y a presque pas de lois sociales, pas de syndicat, et des conditions de travail qui sont celles du 19° siècle en Europe. Tout ce secteur est soumis à la production des grands

Comme il y a très peu de protection

sociale pour les ouvriers, ils doivent en conséquence épargner-pour garantir leur avenir. Près de 20 % des salaires vont ainsi dans les coffres des banques et sont réinvestis.

De son côté, l'Etat japonais subventionne le secteur privé dans des proportions rarement approchées dans les autres pays. De 1958 à 1968, 70 % des investissements publics en moyenne, ont été réservés à l'infrastructure industricile, 26 % par contre l'ont été pour les besoins sociaux.

Décîdément, le capitalisme japonais

n'a rien de miraculeux.

# Un petit impérialisme-

Il est rare de voir des travailleurs français, anglais ou allemands travailler dans des usines japonaises, en France, en Angleterre ou en Allema-

L'exportation des capitaux reste une activité assez limitée pour les banquiers nippons

### Comparaison des investissements à l'étranger de quelques pays

PAYS	1969 en milliards de dollars	% par rapport à la production nationale
USA	70 763	7,5
Grande-Bretagne	18 655	20,0
France	4 779	3,7
RFA	4 814	2,9
Canada	3 806	5,2
Japon	2 863	1,6

Certaines régions échappent à cette règle, dans tout le Sud-Est asiatique l'implantation japonaise se développe, ceci pour deux raisons : trouver sur place une main-d'œuvre bon marché, et exporter la pollution qui devient de

moins en moins tolérée par la population japonaise. En 1969, le Japon possédait 31 % des avoirs étrangers en Thaïlande, 28 % en Corée du Sud, 10 % en Indonésie.

# Le langage des chiffres

30 % du commerce japonais dépend des USA. L'Amérique absorbe 33 % des exportations et fournit 31 % des importations. Le Japon, lui, représente 14 % des exportations des USA et 10 % des importations.

70 % des intérêts étrangers au Japon sont américains (477 entreprises sur 776). IBM possède, par exemple, 70 % du mardes ordinateurs (non compris les ordinateurs de bureau).

Et malgré les efforts du gouvernement japonais, toujours plein de sollicitude

pour les patrons nippons, il ne peut que mettre des « limites » à la mainmise US, sans pouvoir l'arrêter. Ainsi il a dû empêcher Chrysler d'acheter plus de 35 % de Mitsubishi-Motors, et Genera!-Motors n'a pu dépasser les 24,2 % du capital d'Isuzu (importante entreprise de poids lourds).

Parce que le Japon reste très protectionniste, le total des intérêts étrangers y reste relativement faible. Mais beaucoup d'entreprises japonaises vivent dans la crainte d'offre publique d'achat de banques américaines.

# La monnaie des autres

La tactique monétaire des gouvernements japonais depuis 1950 consiste à maintenir le yen à un cours très bas afin de favoriser les exportations. La tactique des pays impérialistes euro-péens est exactement l'inverse : faire monter le yen en spéculant à la hausse. Le résultat de tous ces trafics c'est que la banque japonaise, toujours prête à vendre du ven pour le faire baisser, augmente encore un peu plus le stock de dollars le plus important du monde détenu par la banque de Tokyo et dont la source principale provient de la volonté américaine d'associer le Japon à tous les soubresauts de la monnaie US. Si bien que les USA peuvent faire ainsi la

pluie et le beau temps (ou à peu près) sur la monnaie japonaise. Et quand cette pression n'est pas suffisante, il y en a d'autres. En 1971, en pleine crise du dollar, le secrétaire du Trésor, Connaly, demanda au Japon de combler 40 % du déficit de la balance commerciale américaine (5 milliards su

On fit savoir aux Japonais que le moyen le plus simple serait d'augmenter leur achat d'équipement militaire aux USA. Soumis à de telles pressions, le Japon accepta de doubler le montant de ses achats pour 1972. Il a également accepté de supporter la charge financière, en devises, des bases US au Japon.

# **Exportations et importations :** les deux mamelles du Japon?

S'il est un impératif, pour l'archipel, c'est bien d'exporter le maximum, au moins pour payer les importations qu'il est obligé de faire.

Le Japon est dépendant de l'extérieur à 100 % pour l'aluminium, 100 % pour le nickel, 99,7 % pour le pétrole, 100 % pour l'uranium, 85 % pour le charbon, 73,6 % pour 'le gaz naturel, 83 % pour le cuivre, 55 % pour le bois.

On estime qu'en 1980 le Japon consommera 30 % des exportations mondia-les de matières premières. Or l'ensemble de ces matières est contrôlé selon les secteurs, de 60 à 80 % par les Américains ou les Européens. Donc pour payer la note des importations il faut exporter, c'est ce que font les patrons japonais, et ils obtiennent certains succès.

Par exemple, le Japon contrôle 28 %

du marché italien des motos, 50 % du marché allemand de la photo, 74 % du marché européen des calculateurs élec-

Ce succès tient essentiellement au bas prix pratiqué par les Japonais, résultat d'un coût en main d'œuvre sans concurrence dans aucun pays développé.

Malgré tout, le commerce extérieur ne représente que 10 % de l'activité économique du Japon (14 % pour la France) et le Japon n'arrive qu'à la 62° place dans le monde pour ce qui est du rapport entre ce qu'il exporte chaque année et ce qu'il produit chaque année.

C'est bien le marché intérieur qui reste le plus important, marché intérieur défendu d'ailleurs farouchement à coups de taxes très élevées sur les produits im-

# jamisère japonaise

Derrière la façade triomphante du « miracle », l'arrière-boutique est moins rose, car derrière « ceux qui gagnent », il y a « ceux qui paient » et ils sont nombreux. Et parmi ces derniers, au premier rang, les millions de

travailleurs qui paient de leur santé, de leur sécurité et de leur vie, pour gagner les plus forts scores de production internationaux, il y a la surexploitation féroce des travailleurs saisonniers, artisans et retraités.

### LES BAS-FONDS

Sur 36 millions de travailleurs, 24 millions travaillent dans de petites entreprises, et parmi ceux-là, 2 millions de travailleurs à domicile.

Chez TOYOTA, par exemple, le chiffre des effectifs indique 43 500 personnes et cette entreprise emploie officiellement 282 sous-traitants, mais ceux-ci font encore appel à une foule de petites entreprises. De proche en proche, TOYOTA utiliserait ainsi les services d'au moins 25 000 firmes, employant quelque 200 000 travailleurs.

Plus de 70 % de la population active du pays travaille ainsi dans des industries de sous-traitance. C'est le royaume de l'échoppe minuscule. Pas de sécurité d'emploi, peu d'avantages sociaux, pas de retraite, des salaires très bas, de 25 à 50 % inférieurs à ceux des grosses firmes.

L'usine de moto KAWASAKI est entièrement automatisée, mais on ne parle jamais et on ne montre jamais les familles qui, du plus jeune au plus vieux peignent à la main, sous un vieux hangar, des réservoirs de moto pour boucler leur fin de mois.

Taillable et corvéable à merci, vivant dans la peur panique de perdre ces miettes du marché, la sous-traitance est la soupape de sûreté du système.

### LES « SAISONNIERS »

Les travailleurs saisonniers ne sont pas mieux lotis. Venus des campagnes, des régions pauvres prises dans les neiges en hiver et au printemps, ces travailleurs viennent chercher pour quelques mois dans les villes les subsides nécessaires à leur survie. Pour eux aussi, ce sont les travaux les plus ingrats, les salaires de misère et les conditions de vie misérables : à Nissan Automobile, ces travailleurs étaient logés (avant que l'entreprise décide de les expulser, les trouvant trop « turbulents ») dans des sortes de casernes où chacun d'entre eux bénéficiait d'un emplacement réservé d'environ 2 m².

Tout au long de l'année, dans toute l'industrie, des travailleurs se succèdent : au printemps, après le départ des saisonniers, on engage les nouveaux diplomés des écoles techniques qui restent généralement peu de temps. Ils sont à leur tour remplacés par les étudiants durant les vacances d'été.

### LA RETRAITE : LE PIRE MOMENT

Que dire des vieux travailleurs retraités des grosses firmes, qui ne peuvent vivre avec leur maigre retraite (200 F par mois en 1975) et qui redémarrent à 55 ou 60 ans ce que l'on appelle au Japon une « seconde vie », en allant rejoindre leurs camarades dans les boutiques de soustraitance jusqu'à la fin de leur vie.

### PAS DE PRIVILEGIES

Les 12 millions de travailleurs employés dans les grosses firmes sont loin de baigner dans les bienfaits du miracle. Si des chiffres comparatifs de salaires montrent une équivalence par rapport aux salaires français, il est aussi incontestable de dire que ce n'est pas cher payé étant donné les conditions de travail. En effet, si le Japon a raflé tous les records de production, c'est aussi parce qu'il a su utiliser et puis savamment perfectionner, un système de soumission des travailleurs digne des meilleurs moments du féodalisme.

Et jusqu'à ce jour, il faut avouer que ce système, bien que fragile et bourré de contradictions, a donné des bons résultats aux patrons japonais. Dans cet esprit, caricature du vieux monde corporatif, l'entreprise est une seconde famille et l'industriel un père et un bienfaiteur pour tous les ouvriers. Tout cela, dans une optique de production à outrance. Si l'ouvrier de Tokyo produit en moyenne 32 véhicules par an (12,5 pour son homologue français), ce n'est pas le seul résultat de l'avance technologique.

Pour atteindre de tels records doublés du calme social, les patrons japonais font assaut de paternalisme. Cela va du golf hebdomadaire de toute l'usine, jusqu'au travail en petites équipes dans l'usine où des ouvriers avouent qu'ils travaillent jusqu'aux limites de leurs forces pour faire le rendement et pour ne pas obliger leur compagnon à faire des heures supplémentaires sur la chaîne.

### L'AMOUR DU TRAVAIL ET LA PEUR DE LE PERDRE

La garantie de l'emploi qui est en fait le seul véritable avantage pour les travailleurs des grandes entreprises, se paie par une intensité et une durée du travail bien supérieure à celle des pays industrialisés, peu de loisirs, peu de vacances, et au bout la misérable retraite... Comme tout est lié à l'ancienneté (salaires, avantages sociaux...), c'est une catastrophe d'être licencié à 35 ans et c'est aussi peut-être ce qui explique l'apparente docilité des travailleurs.

Quand on ajoute au tableau le rôle des syndicats, comme à l'usine Nissan où les 118 permanents syndicaux (40 000 ouvriers) appartiennent tous à la maîtrise, on comprendra ce que signifie le fameux « amour du travail chez l'ouvrier nippon ». Et il est pour le moins hypocrite l'étonnement devant l'ouvrier japonais qui arrive régulièrement 1/2 heure ou même 1 heure à l'avance à son poste de travail et qui se refuse à prendre tous ses jours de congés. En fait d'amour, il s'agit bel et bien de la peur de perdre un emploi stable si rare et véritable privilège pour que'ques millions de Japonais.

# Une grève au Japon

A la fin de 1970 et au début de 1971, les chaînes de production des usines Nissan furent stoppées par un mouvement lancé par les travailleurs à l'échelon le plus bas. En novembre 1970, Nissan licencia un « stagiaire » de 18 ans qui avait pris deux semaines de congés après avoir présenté un certificat médical expliquant les raisons de son absence.

Un « Comité de défense » fut formé par ses anciens camarades de classe, des jeunes travailleurs et des militants non syndiqués; ce comité organisa l'agitation et distribua des tracts réclamant sa réintégration. Par ailleurs, en janvier 1971, la direction annonça sans préavis une modification des conditions de travail des ouvriers saisonniers employés dans l'usine. Cette modification entraînait une diminution effective des salaires mensuels de 4.000 à 6.000 yens (55 à 70 F), ce qui déclencha un mouvement de révolte. Ces deux mouvements donnèrent alors naissance à une lutte générale contre les conditions de travail,... puis contre l'entreprise elle-même.

Au plus fort de l'agitation, une force de répression composée d'ouvriers et de syndicalistes fut constituée par la direction pour administrer une correction aux fauteurs de trouble, et les décourager — arguments frappants à l'appui — de poursuivre leur action. Ces trois cents nervis — en uniforme — furent appelés les « SS de Nissan »... Plus tard, Nissan décidera de ne plus employer d'ouvriers saisonniers parce qu'il's étaient « trop instables » et « n'avaient pas le sentiment d'appartenir à l'entreprise ».

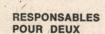
# Quand les syndicats font payer la crise aux travailleurs

Chaque printemps, depuis 1955, les organisations syndicales lancent la « grande offensive du printemps » avec comme revendication : augmentation annuelle des salaires et différentes réformes comme le droit de grève pour les fonctionnaires.

Sans doute cette action est-elle nécessaire à la classe ouvrière qui est morcelée dans une multitude de syndicats, sans aucun lien entre eux. Mais ce n'est pas pour cela que les centrales l'organisent. Il n'en faut pour preuve qu'un seul fait : les deux tiers de la classe ouvrière, tous ceux qui travail'ent dans les petites entreprises de sous-traitance ne participent pratiquement pas à ces mouvements

En fait, par le moyen de ces actions programmées une fois par an, la bourgeoisie japonaise obtient la tranquillité les onze autres mois de l'année.

Quant à l'offensive elle-même, il ne faut surtout pas croire qu'elle mette en péril le capitalisme. Limitée d'avance, el'e met des bornes à la combativité ouvrière. Le Japon est ainsi le pays développé dans lequel le nombre de jours de grève est le plus faible.



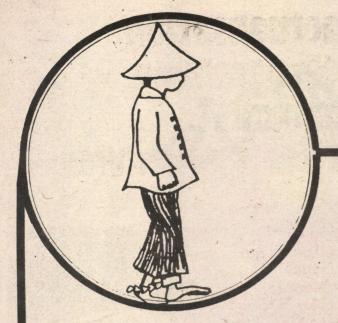
Aujourd'hui que la crise sévit au Japon, les syndicats adaptent leurs revendications. Alors que l'inflation atteint des records, les organisations abandonnent depuis plusieurs années les revendications salariales et se contentent de réclamer la sécurité de l'emploi. Or justement, c'est cela qu'a choisi, comme politique, le patronat japonais. Pour l'instant, il maintient la sécurité de l'emploi en échange de baisse de salaires. Les organisations syndicales ont négocié des augmentations de salaires de 32 % en 1974, 13 % en 1975, 8,5 % en 1976, alors

que l'inflation se poursuivait.

C'est d'autant plus révo'tant que les cotisations sociales à la charge des travailleurs ont augmenté, elles, depuis que ques années, ce qui s'est traduit par une diminution du niveau de vie. D'autre part, le patronat diminue les heures travaillées par des moyens détournés : suppression des heures supplémentaires, qui sont une véritable institution, certains travailleurs y puisent près de 20 % de leur salaire; octroi de congés spéciaux à taux minoré, travail à mi-temps, de nombreuses entreprises ont jeté à la rue les travailleurs saisonniers ou à temps



Ouvriers du bâtiment japonais à l'heure du repas.



# Pollution et corruption

# pollution : le capitalisme assassine

# L'urbanisation: pas de miracle

4 millions de familles mal logées, cinq habitants par logis en moyenne, et la réalité est souvent pire puisque beaucoup de travailleurs vivent en dortoirs. A Tokyo, le prix du m² bat tous les records du monde. Pour être un peu mieux logés et payer moins cher, les travailleurs vont se loger dans les villes-dortoirs des alentours. Pour ces mêmes raisons, les nouveaux immeubles ont non seulement 12 ou 15 étages en hauteur, mais 3, 4 ou davantage sous terre. Et ce ne sont pas des parkings, ce sont des rues pour piétons, des magasins, des bureaux. Certains magasins ensevelis assurent gratuitement des fards vitaminés et des séances de bronzage pour attirer les vendeuses.

Dans les grands centres urbains, la rapacité des promoteurs rejoint la carence des pouvoirs publics : outre les immeubles hideux fabriqués au moindre coût, les routes, les rues, le système des eaux, le tout-à-l'égout sont insuffisants ou carrément inexistants. Le tout-à-l'égout n'existe que dans un tiers des agglomérations urbaines, et cette situation est une des causes majeures de la polllution des sols par les rejets industriels.

54 morts, 180 personnes gravement malades dont plus de 50 alitées à vie, tel est le bilan de cette maladie qu'on appela « la maladie de Minamata ». Minamata c'est cette ville dont la baie fut polluée par le déversement des eaux chargées de mercure d'une grande usine. Le poisson et les produits marins pêchés étaient contaminés par le mercure et les habitants qui les consommaient contaminés à leur tour. Bien que découvert en 1953, le scandale ne fut rendu public

qu'en 1960, à cause des pressions exercées sur le médecin qui avait établi le rapport médical. Près de Niigata, une autre usine contamina au mercure. Il y eut 7 morts et plus de 120 victimes reconnues. Dans la région de Toyama, plus d'une centaine de personnes sont mortes dans des douleurs affreuses d'une maladie longtemps qualifiée de mystérieuse par des médecins aux ordres. En fait, cette maladie était due à la pollution au cadmium des rizières. On ne compte plus le nombre d'en-

droits où des contrôles ou des protestations ont amené à reconnaître que la plupart des champs et des rizières étaient contaminés par des rejets divers : zinc, cuivre, cadmium, arsenic, mercure...

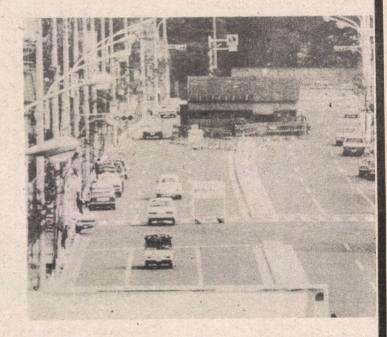
Les grandes cités de l'industrie lourde comme Kawasaki ou Yokkaïchi sont en
tête de la pollution atmosphérique. A Yokkaïchi, cité
de la chimie du pétrole, on
dénombre plusieurs centaines de malades des poumons, atteint par « l'asthme
de Yokkaïchi ». Les morts
reconnus par cette pollution

se comptent par dizaines. Ce sont les jeunes enfants qui soufirent le plus de cette pollution atmosphérique. Le développement anarchique de villes monstrueuses (50 millions d'habitants vivent sur 1,25 % de la superficie du pays) a entraîné l'empoisonnement de l'air, notamment par les gaz d'échappement des voitures. A tel point que les agents qui règlent la circulation sont obligés par le règlement d'aller respirer de temps en temps dans un masque à oxygène.

# 10 ans de lutte contre l'implantation d'un aéroport

En juin 1966, le gouvernement décida de construire le nouvel aéroport international de Tokyo à Narita. Les paysans de ce village décidèrent de s'opposer à ce projet qui signifiait la mort de leurs exploitations agricoles. Le gouvernement expédia de forts contingents de policiers (jusqu'à 5000 lors des affrontements de 1971). Mais en dépit de cela et de la vague d'arrestations qui eut lieu, les paysans ne désarmèrent pas. Ils s'organisèrent avec l'aide des populations locales et des étudiants, les partis politiques refusant de les soutenir. C'est une véritable guérilla qui s'est installée dans cette région. Les paysans ont organisé des gar-

des permanentes, ils ont enterré les zones d'habitation, formant un réseau complexe de caves et de tunnels. Dans les premiers temps, les paysans se contentaient de lancer des excréments sur les policiers, ou s'allongeaient devant les bulldozers; bientôt ils ont creusé des pièges, utilisé des lances de bambou et des cocktails molotov. Des tours avaient été édifiées pour empêcher l'atterrissage avions sur la piste d'essai. Dernièrement, l'armée est venue les raser, mais le lendemain elles étaient reconstruites. Les paysans tiennent bon puisqu'à l'heure actuelle l'aéroport n'est toujours pas construit...



Cette route de dégagement à la périphérie de Tokyo, se rétrécit brutalement parce qu'un propriétaire récalcitrant s'obstine à garder sa maison.

### LE P.L.D. (Parti Libéral Démocrate)

C'est le parti au gouvernement depuis 22 ans, c'est aussi le parti des milieux d'affaires.

Chaque faction du PLD a ses bailleurs de fonds, mais ceux-ci ne mettent pas leurs œufs dans le même panier. Ainsi le président de la Yawata Steel subventionnait onze factions différentes. La faction Fukuda (l'actuel Premier ministre) est proche du groupe Mitsui (gros trust industriel)...

Il faut savoir que pour la seule année 1966, les sociétés capitalistes avaient déclaré 40 milliards d'AF au titre de « contributions et frais politiques ». Un journal japonais a même établi les tarifs de la corruption des députés 1 000 F pour une consultation, 1 400 F pour voter une loi difficile, 40 000 F pour obtenir un dégrèvement d'impôts. De temps en temps, le scandale éclate. C'est ainsi que l'ancien Premier ministre Tanaka est tombé avec l'affaire Lo-

C'est donc ce Parti Libéral Démocrate qui a remporté les dernières élections sénatoriales en raflant 63 des 126 sièges à pourvoir.

### LE KOMEITO

« Parti pour un gouvernement propre et lumineux ». C'est le nom d'un des partis centristes, le Komeito, qui fut créé en 1964 par une secte bouddhiste, la Soka Gakkaï (Association pour la création des valeurs). Au Japon, il y aurait 171 religions dites « nouvelles » qui représente-raient plus de 20 millions de croyants. Proches du PLD, parti au pouvoir, à son origine, les bouddhistes du Komeito se font aujourd'hui les chantres du centrisme, et le résultat des élections au Sénat de juillet 1977 montre que cela marche puisque ce parti est passé de 11 sièges à 28 sur les 126 postes à pourvoir.

Son programme?: « Purifier d'une manière radicale la
communauté politique japonaise, établir les bases d'une
démocratie parlementaire et
s'enraciner dans les masses
populaires pour la réalisation
du bien-être pour tous en liaison avec les objectifs de l'Obustu Myogo (union de la politique et du bouddhisme) et
de la démocratie bouddhis-

### LE PARTI SOCIALISTE

« Confusion, doute, peur; la crise est totale dans le Parti Socialiste Japonais ». C'est le jugement d'un journaliste à propos du premier parti d'opposition au Japon. D'ailleurs, la récente démission de son secrétaire général à la suite de l'échec subi aux dernières élections sénatoriales le confirme. Le PS ne dispose plus que de 56 sièges contre 61 auparavant. Le PSJ, parti de parlementaires et de conseillers municipaux, doit sa force à la grande confédération syndicale Sohyo.

Des scandales l'ont affaibli : le PS recevait régulièrement des fonds des milieux d'affaires. Autre faiblesse : sa division en de multiples fractions : pro-soviétique, prochinoise, pro-italienne, pro-allemande.

L'unité du parti se forge contre le Parti Communiste qui conteste son implantation dans certains syndicats, notamment le Sohyo.

### LE PARTI COMMUNISTE JAPONAIS

Le Parti Communiste Japonais se veut un parti national, voire un parti de l'ordre. N'at-il pas vivement critiqué la « politique subversive » adoptée par les dirigeants syndicaux du secteur de l'enseignement et de l'administration, en demandant aux grévistes de ces secteurs de rejeter leur revendication du droit de grève? Sa stratégie actuelle vise à parvenir à un « consensus national pour le salut et la rénovation du pays ». Il faut sortir le Japon d'une crise à la fois « politique, économique et morale ».

Le PCJ multiplie sourires et assurances au Komeito et au Parti Socialiste, en vain d'ailleurs. Au cours des années 1960, il a successivement rompu les liens avec les Soviétiques et les Chinois. Mais l'évolution du PCJ n'a pas encore convaincu tout le monde. Avec ses 300 000 adhérents, il stagne électoralement autour de 10 % des voix. Les militants communistes qui militent au sein du syndicat SOHYO y revendiquent le droit d'expression politique pour contrebalancer l'influence du Parti Socialiste majoritaire.

### L'EXTREME-GAUCHE JAPONAISE

Essentiellement étudiante, elle s'est surtout manifestée à travers la Zengakuren, fondée en 1948 pour protester contre un relèvement des droits universitaires. Contrôlée au départ par le PC, elle a évolué sur des positions plus « gauchistes ».

Dans les manifestations, les différentes tendances se reconnaissent à la couleur de leur casque. L'essentiel de l'activité politique est centré sur des manifestation antiaméricaines, et les occasions n'ont pas manqué ces dernières années. Mais aujourd'hui que la politique de l'impérialisme US a changé, le mouvement essentiellement étudiant se cantonne dans des revendications corporatistes sur les frais de scolarité (très élevés au Japon, qui compte près de 75 % d'universités privées, 40 % aux USA).

# Les patrons de la sidérurgie ne prennent pas de vacances :

# ILS LICENCIENT!



Après Usinor, c'est au tour de Sacilor d'annoncer 2.500 licenciements. Le patronat de la sidérurgie poursuit avec cynisme son plan de restructuration. (photo AFP)

Les directions de usines sidérurgiques Sacilor et Sollac viennent d'annoncer qu'elles procéderaient respectivement à 2100 et 400 licenciements entre décembre 1977 et la fin juin 1978. Il faut ajouter à ce chiffre 6 600 autres suppressions d'emplois pour lesquelles le patronat estime avoir trouvé une solution : préretraite à partir de 56 ans et 8 mois, incitations au départ pour environ 1 500 travailleurs étrangers, transfert de maind'œuvre à Fos-sur-Mer.

Bien sûr, toutes ces décisions ne surprennent pas outre mesure puisque, depuis février, on sait que le gouvernement et le patronat ont décidé quelque 20 000 suppressions d'emplois dans la sidérurgie

Pour préciser leurs plans

et projets, les magnats de la sidérurgie ont attendu cette période de démobilisation de la classe ouvrière que sont les mois de juillet et août. Bien mieux, dans d'autres entreprises de la région, c'est à la veille des vacances ou au cours de celles-ci que les travailleurs ont appris que leur usine fermait. A Longwy, la direction des usines Chiers a ainsi procédé à 543 licenciements. A Thionville, 2 100 ouvriers en congé ont appris que l'aciérie et les laminoirs d'Usinor seraient fermés le 1° septembre. Il y aura, dans les mines d'Assimilor, trois mille suppressions d'emplois

Et pendant ce temps, les patrons de la sidérurgie continuent bien sûr d'empocher les milliards prévus pour eux dans le plan Acier. Milliards destinés à restructurer leurs usines pour accroître leurs profits.

Pendant ce temps aussi, on sait que, dans des usines de Sacilor et bien d'autres, les cadences augmentent. Les syndicats rapportent que, il y a deux ans et demi, l'aciérie de Sacilor-Gondange effectuait treize coulées en huit heures. Ce mois-ci, avec 40 % d'effectifs en moins, on arrive à 17 coulées pour huit heures.

Pour mettre en échec ce plan cynique qui touche des dizaines de milliers de travailleurs, il ne suffit pas d'attendre les élections de 1978 et les projets de nationalisation de la sidérurgie. C'est dès maintenant que les travailleurs doivent s'y opposer.

Henriette MAUTHEY

# Réactualisation du Programme commun et petites manœuvres

Fiterman expliquant pour le PC l'importance de la réactualisation du Programme commun : tant que les discussions durent, le PC peut se faire entendre, rappeler qu'il est là. Il sait bien qu'une fois signé l'accord, c'est Mitterrand et lui seul qui tiendra le devant de la scène.

(Photo AFF



Les négociateurs chargés de réactualiser le Programme commun sont partis en vacances. Il paraît qu'ils sont arrivés à de nombreux points d'accord mais qu'il subsiste aussi dimportants problèmes à résoudre. C'est pourquoi il convient, d'après eux, d'attendre la mi-septembre pour qu'un sommet des dirigeants tranche et achève une réactualisation qui n'en finit pas et à qui on peut prédire encore quelques beaux jours.

Le PCF, il le répète à tout bout de champ, ne veut pas précipiter les choses. Il a refusé de presser la réactualisation, comme l'y avait invité Mitterrand notamment au congrès de Nantes, sous prétexte qu'il s'agissait de choses sérieuses ré-

clamant mûre réflexion.

En fait, c'est le PCF qui a pris l'initiative de cette réactualisation, c'est lui qui en a besoin. Elle lui permet, vis-à-vis de ses
militants et vis-à-vis des futurs électeurs, de se démarquer de
Mitterrand, de se montrer offensif, de se présenter comme le
défenseur des revendications ouvrières face à un PS hésitant,
qui ne veut pas s'engager, qui refuse les chiffrages et les délais
trop précis. En somme, le PCF fait en ce moment sa campagne
électorale, et il la fait avec d'autant plus de persévérance que,
lorsque les discussions s'arrêteront, lorsque la signature de
Mitterrand sera obtenue en bas du nouveau Programme commun, le PCF passera forcément sous la table.

La gauche unie, par la force des choses, ne reconnaîtra qu'un leader. Et ce leader, on sait déjà que ce sera Mitterrand. Le PCF cherche à retarder le moment où Mitterrand apparaîtra comme le porte-parole du Programme commun. Mitterrand, lui, a bien sûr, et pour les raisons inverses, intérêt à accélérer les

discussions

Ces mini-passes d'armes ont des buts propagandistes vis-àvis du public, mais elles visent surtout à mettre chaque parti dans le meilleur rapport des forces possible à l'intérieur du camp de la gauche. Le PCF peut encore le faire aujourd'hui. Demain, il sera bien forcé de s'incliner devant Mitterrand. Il le sait. Cela fait partie de la politique qu'il a choisie depuis bien longtemps. C'est pourquoi ses protestations et ses grandes proclamations sur les intérêts des travailleurs ne sont qu'hypocrisie.

Si les travailleurs veulent voir leurs revendications satisfaites, y compris celles du Programme commun, ils ne doivent compter que sur eux-mêmes.

Guy FICHET

# Le rapport sur la violence : Peyreffitte décapite son projet

Des vil'es de moins de 200.000 habitants, des usines de 500 ouvriers, des immeubles de moins de 6 étages, l'animation des rues par des « camelots, bateleurs, musiciens », l'aménagement de la scolarité obligatoire : telles sont les solutions pour remédier au problème de la criminalité en France! Il ne s'agit là nullement d'un canular, mais des conclusions du très sérieux « Rapport sur la violence » présenté la semaine dernière au gouvernement par Alain Peyreffitte, garde des

Et pour aboutir à ce document de 700 pages dactylographiées et de 30 volumes d'annexes, il aura fallu pas moins de 16 mois de travail, des dizaines d'enquêtes, des analyses psychologiques, et même des études sur les chromosomes.

Ce rapport ne se contente d'ailleurs pas d'apporter des solutions : il fait une analyse scrupu'euse des causes de la criminalité. C'est ainsi que l'augmentation des vols, des crimes, etc., est due... entre autres aux jeunes qui ne supportent pas l'école, à l'obsession de l'argent, à l'agressivité liée au manque d'espaces verts, et à l'absence de dialogues!

Dans tout ce mélange de lieux communs présentés comme des réflexions humanistes et de préjugés réactionnaires, une seule mesure positive était proposée : l'abolition de la peine de mort. Encore était-ce pour la remplacer par une peine incompressible

de 20 à 25 ans de prison, parce que, devait expliquer Peyreffitte à la télévision, vingt ans, cela suffit à briser un homme.

Mais cette mesure était encore trop audacieuse, et Peyreffitte s'est empressé de revenir dessus. Il faut dire que la publication de ce rapport tombe mal lorsque Peyreffitte l'a patronné, il n'était pas ministre. Promu aujourd'hui garde des Sceaux, il est gêné par les conclusions qu'il a lui-même tirées.

Humaniste, Peyreffitte? Peutêtre, mais quand il n'est pas ministre. Aujourd'hui, il raisonne comme ses petits camarades du gouvernement, en vulgaire électoraliste.

Anne SEVILLE.

# MORTS A L'ARMÉE communiqué

Un jeune appelé de 20 ans, Philippe Chauwin, domicilié à Villeneuve-le-Roi dans le Val-de-Marne, disparaissait le 17 juin dernier, emporté par la Durance en crue, ainsi qu'un autre appelé de 20 ans, Roland Suspantschitsch, originaire de la Moselle, et un caporal-chef engagé, Morikin Gharibon, originaire des Comores.

Nous n'acceptons pas que l'on invoque la fatalité à propos de ces trois nouvelles victimes qui viennent s'ajouter à une liste déjà trop longue d'appelés morts à l'armée (tunnel de Chézy, avalanche de Taillefer, Emmanuel Belkessa, etc.)

Un comité de soutien pour la

vérité sur la mort de Philippe Chauwin s'est constitué et se joint à la demande de ses parents pour que se crée une commission d'enquête civile dans la région de l'accident, regroupant des représentants des organisations ouvrières et démocratiques.

Le comité appelle toute personne susceptible d'apporter un témoignage ou des précisions sur cet « accident » de bien vouloir se mettre en rapport avec lui.

En écrivant (sous pli recommandé) à :

M. Courtois Daniel - 118, rue de Villeneuve-Saint-Georges -94600 Choisy-le-Roi.

# Les agriculteurs du Sud-Ouest veu- | Santé : lent une véritable indemnisation

Près de six mille agriculteurs du Lot-et-Garonne, victimes des Inondations du mois passé, ont manifesté à Agen le 30 juillet pour réclamer au gouvernement une véritable indemnisation pour compenser les dégâts qu'ils ont

En effet, après quelques bonnes paroles et l'octroi d'une somme dérisoire, le gouvernement a décidé que l'aide aux agriculteurs sinistrés se ferait sous forme de prêts. Quand on sait que déjà en temps ordinaire bon nombre de petits agriculteurs ont du mal à rembourser les prêts contractés afin de moderniser leur installation, on comprend aisément que, devant ce genre « d'aide », aussi peu désintéressée, les paysans soient mécontents et manifestent.



Ils étaient près de 6.000 à manifester dans les rues d'Agen le 30 juillet.

Ah! s'il s'était agi d'un gros industriel ou d'une banque en difficulté, là les pouvoirs publics n'auraient pas lésiné. Mais pour de simples travailleurs de la ter-

Les syndicalistes agricoles du Lot-et-Garonne estiment à 500 millions de francs les dommages causés par les intempéries à l'agriculture du département depuis quatre mois. Et il est fort probable qu'il en est de même pour les départements voisins victimes de l'inondation. Ce ne sont pas les miettes accordées par le gouvernement qui amélioreront la situation catastrophique des petits paysans du Sud-Ouest.

Alain LEMART.

# Les Lip sont sur leurs gardes

Encore une fois les travailleurs de Lip sont dans l'attente d'un mauvais coup des autorités.

Il serait en effet question de déménager par la force les machines de l'usine de Palente, afin de briser définitivement la volonté des Lip de continuer à fabriquer, vendre, se payer... en se passant des

Tout est mis en œuvre depuis des mois et des mois par les pouvoirs publics, qui s'appuient sur les règlements judiciaires pour régler une fois pour toutes le sort de

centaines de travailleurs qui luttent pour conserver leur emploi.

Déjà les policiers ont réussi à s'emparer de plus d'un millier de montres, sans entamer pour autant « le trésor de guerre » des

Mais face aux mauvais coups répétés que le gouvernement leur assène, les travail'eurs de Lip sont bien décidés à tout faire pour que les mesures prises à leur encontre ne passent pas inaperçues.

C'est pourquoi ils se sont préparés à faire face à un éventuel assaut des forces de répression. Et ils ont raison.

Car au-delà de leur lutte, c'est tout le problème du chômage qui est posé. Et le fait de refuser cette probabilité dramatique pour les travailleurs, qui n'ont d'autres ressources que leur travail pour vivre, est un défi aux patrons, qui ne peuvent accepter qu'on leur dénie le droit de disposer de leurs capitaux et de les placer où cela feur rapporte le plus.

La détermination des Lip est importante pour tous les travail-

# La police interviendra-t-elle contre Furnon?

Les établissements Furnon sont en vacances, depuis le 29 juillet. Furnon c'est, en même temps, le nom d'une entreprise de confection de Saint-Christol-les-Alès (Gard) et le nom de ce patron de choc qui, depuis avril, défraye la chronique en refusant de réintégrer (et de payer!) soixante-cinq ouvrières de son entreprise syndiquées à la CGT.

Ce patron d'extrême-droite est parti en guerre contre celles de ses ouvrières qui ont choisi de protester contre les conditions de travail qu'il leur réserve. Le 21 juillet, une décision de la cour d'appel de Nîmes ordonnait la réintégration des ouvrières syndiquées... ce qui n'est toujours pas fait : Furnon s'y est personnellement et physiquement opposé, provoquant même une échauffourée pour empêcher les ouvrières syndiquées de pénétrer dans les

L'union locale CGT d'Alès a requis le concours de la police pour faire respecter la décision du tribunal et le préfet du Gard s'en-



Furnon, patron de combat, manie la lance à incendie contre ses

gage à ce que les ouvrières CGT reprennent le travail lorsque l'entreprise ouvrira à nouveau ses portes le 29 août. La police - si prompte à intervenir contre les travailleurs en lutte, comme à Lip ces dernières semaines - interviendra-t-elle contre un patron

pour faire respecter une décision de lustice?

En attendant, le budget de vacances des ouvrières syndiquées sera plus que serré : début aout, elles n'avaient toujours pas touché la paye depuis... avril!

# à vos porte-monnaie

A partir du 1er octobre 1977, le taux de remboursement par la Sécurité sociale de près de 700 médicaments est ramené de 70 à 40 %. Cette mesure, annoncée depuis plusieurs mois par le gouvernement, a été publiée au Journal Officiel du 31 juil-

Les médicaments concernés sont des médicaments de grande consommation, dits «de confort», selon une expression chère au ministre de la Santé, Simone Veil. Ce sont par exemple les levures, les fortifiants, les anti-anémiques, les laxatifs, fréquemment prescrits par les médecins.

Selon le ministre de la Santé. « la consommation de ces médicaments s'est fortement développée ces dernières années, sans justification ». Et elle estime que cette « surconsommation n'est pas souhaitable » et que « l'augmentation de la participation de l'assuré ira à l'encontre de cette tendance ».

Veil a beau annoncer en même temps que le remboursement de 109 médicaments passera le 1" octobre de 90 à 100 %, semblant afficher un pendant aux mesures précédentes, la pilule est amère

Car en fin de compte il ressort

que, si les gens veulent se soigner, se procurer des médicaments « de confort » prescrits par les médecins, ils devront payer. Et s'ils ne peuvent pas, ils n'auront qu'à se passer des médicaments en question. Cela touche en premier lieu ceux qui ont les revenus les plus modestes, c'està-dire les travailleurs.

Voilà les solutions qu'ont choisies Simone Veil et le gouvernement pour résorber le déficit de la Sécurité sociale. Or ce n'est pas la consommation médicale qui est la cause de ce déficit, mais principalement les charges indues que l'Etat fait supporter à la Sécurité sociale, comme l'équipement des hôpitaux et la prise en charge du déficit des régimes non-salariés, les retards de paiement de cotisations de certaines entreprises, et les profits des trusts qui fabriquent les produits pharmaceutiques. Aussi les mesures prises par Veil apparaissent réellement en disproportion avec le mal qu'elles prétendent soigner.

Par contre, elles vont permettre de prendre un peu plus d'argent dans la poche des travailleurs et vont limiter leur droit à la santé.

Jean VITTEAUX

# La ficelle est un peu grosse

Depuis le 1er août, la baguette coûte 1,15 F, le pain de 450 grammes 1,75 F et le gros pain augmente de 20 %. Il a fallu pour cela l'autorisation du gouvernement parce que, en principe, le prix du pain

Mais oui! La viande augmente, les légumes, les fruits augmentent. Mais le prix du pain, lui, est bloqué fermement. Chaque augmentation a fait et fait l'objet de négociations avec le gouvernement. La sollicitude des pouvoirs publics envers le consommateur de pain date des lendemains de la guerre, quand il s'agissait de bloquer certains prix afin que la pression sur les salaires ne soit pas trop grande.

Aujourd'hui, le pain est devenu une nourriture d'accompagnement, les habitudes alimentaires ont changé, mais il reste la taxation... Un peu de démagogie, ça ne mange pas de pain...

# Une fête laïque

L'Abeille Vinsobraise, section locale de la Fédération des œuvres laïques de la Drôme, nous informe qu'elle organise une fête d'été les 11-13-14 et 15 août 1977. Elle invite nos lecteurs à s'y rendre nombreux. Il y aura du théâtre et des discussions avec possibilité de camping gratuit.

A Vinsobres (26), les 11,13,14 et

### LUTTE OUVRIERE vient de faire paraître deux nouvelles brochures.

« Quand ils étaient ministres »,

les différentes expériences de participation au gouvernement des partis de gauche.

Prix: 3F.

« Changer la vie, oui, c'est possible » :

ce que les travailleurs peuvent attendre de la gauche au gouvernement, et ce qu'ils ne peuvent gagner que par leur

Prix: 3 F.

# CRÉDIT LYONNAIS-

Région parisienne

# La grève de l'Informatique continue

Fin juillet, au Crédit Lyonnais, nous n'avons pas eu de feuille de paye.

D'autre part, pour de nombreux clients dont les virements de salaires n'ont pas été effectués, la direction exige la présentation de leur feuille de paye pour leur verser de l'argent.

Ce sont là les conséquences de la grèvé de l'Informatique qui dure maintenant depuis cinq semaines.

Lundi 1er août, la direction n'a discuté que sur le paiement des jours de grève. Elle proposait des retenues étalées sur plusieurs mois, retenues mensuelles de 600 F environ. Pour rattraper les jours de grève, elle offrait la possibilité au personnel de venir travailler en heures supplémentaires le samedi.

Ces propositions n'ont évi-



demment pas décidé le personnel à reprendre le travail. Bien au contraire, le personnel veut imposer à la direction qu'elle garantisse une augmentation de salaire de 30 points (150 F) a tous au moment de la réunion paritaire (le 19 septembre).

La direction essaie de faire pourrir la grève, en donnant du travail dans une maison exté-

rieure qui traite habituellement le service informatique du CEA Saclay. D'après la direction, le travail fait ainsi serait à refaire par les ateliers du Crédit Lyonnais, lorsque ceux-ci reprendront le travail.

Malgré les pressions de la direction, les grévistes de l'Informatique sont prêts à tenir.

Correspondant LO.

Rillieux-Lyon -

# Des débrayages dans plusieurs secteurs

Au centre de Rillieux, les débrayages continuent dans trois

D'abord à l'Electronique, en solidarité avec la grève des Ateliers de Limeil et Menard, dans la région parisienne. Par ailleurs, au Traitement-Chèques (CTM 11), les employés réclament entre autres :

- 50 points de fonction incorporables au bout de 6 mois;

- la pose de carter contre le bruit, sur les trieuses;

- 5 jours de congés exceptionnels à cause de l'afflux de travail:

- des auxiliaires pour permettre aux employés de partir réellement en vacances quand ils le désirent;

- 500 F pour tous, sous forme de prime;

- réduction d'horaire d'una demi-heure par jour à cause du travaii machine.

Ces débrayages d'une heure durent depuis un mois. Certains disent que se mettre en grève totale serait le meilleur moyen pour que la direction expédie le travail ailleurs.

Le troisième secteur en lutte est le Courrier-Mécanique. Les employés demandent, là, l'alignement sur les avantages de l'Electronique ainsi qu'une heure de diminution du temps de travail.

Les employés font la grève du zèle. Une tentative de la direction d'enlever le travail avait provoqué une grève d'une

Certes, ces mouvements sont limités et ne paraissent pas pouvoir à eux seuls faire reculer de façon notable la direction. Mais en tous les cas. ils traduisent le mécontentement des employés.

Correspondant LO

# Air France couvre l'escroquerie

Cette année, une fois de plus, au moment des grands départs, des centaines de passagers n'ont pas pu embarquer comme ils l'avaient prévu sur les vols en direction de l'Afrique du Nord. Sur l'Algérie par exemple, le 30 juil'et, 280 passagers en trop; le 31, 500 personnes n'ont pas pu embarquer.

Il s'agit essentiellement de travailleurs immigrés qui rentrent dans leur pays et qui ne choisissent pas leurs dates de vacances. Ces travailleurs sont chaque année victimes de l'escroquerie d'agences de voyage qui émettent

des billets avec de fausses réservations ou sur des vols inexistants. Ensuite c'est à Air France ou à Air Algérie de se débrouiller pour les faire partir quand même. En attendant, ce sont les passagers qui subissent les consé-

Mais, même si Air France n'est pas directement à l'origine de ces escroqueries, c'est finalement la compagnie qui en est responsable. C'est elle qui tolère ces procédés inadmissibles chez les agences qu'elle connaît bien. Air France aurait parfaitement les

moyens de dénoncer les agences en question. Simplement, la compagnie ne veut pas prendre le risque de voir s'égarer ailleurs la vente d'une partie des billets. En effet, si les agences de voyage en question ne se sentent plus couvertes par Air France, elles pourraient essayer de s'entendre avec d'autres compagnies. Alors, Air France couvre tout, en assurant quand même les départs, mais au mépris des droits et des conditions de voyage de ces travailleurs immigrés.

Correspondant LO.

# LA GRANDE MISÈRE **DES HOPITAUX** PENDANT L'ÉTÉ

- AU CHR DE LILLE **EN NEURO-CHIRURGIE** A LA CITE HOSPITALIERE

Le service neuro-chirurgie est toujours bondé. Dans toutes les salles, les lits étant tous occupés, on rajoute des couchettes dans les passages. Les malades qui entrent doivent attendre dans un fauteuil qu'on leur installe un lit. Le secteur de la réanimation de ce service est plein. On transfère des malades dans des salles peu équipées, bien qu'ils aient encore besoin de surveillance intensive.

A l'Isolement, on installe des lits supplémentaires et des brancards dans le couloir.

De p'us, comme c'est la période des congés, ceux qui restent doivent effectuer le même travail que lorsque l'équipe est au complet. Il n'y a que deux intérimaires pour remplacer la moitié des aides-soignantes et des filles de salle, qui sont en vacances. Il est également courant qu'une élèveinfirmière assure le travail infirmier, seu'e, pour 25 à 30 malades.

Comment est-ce possible d'assurer des soins corrects dans de telles conditions?

Correspondant LO.

### - A L'HOPITAL DE BELFORT

En cette période de vacances, les services de chirurgie, en particulier de traumatologie, sont saturés. Car s'ils suffisent à peine à accueillir les malades en période normale, dès que le nombre d'accidentés augmente, comme en ce moment, on ne sait plus où donner de la tête. Les malades sont entassés à trois dans des chambres à deux lits et même dans les chambres particulières. Heureusement, la direction veille! Elle a trouvé la so'ution : il suffit d'installer les lits en triangle. Le personnel quant à lui fonctionne en équipe réduite et c'est la course incessante pour assurer les anesthésies, surveiller les opérés récents, stériliser les instruments!

On manque également de personnel dans les services de médecine, où les ASH se plaignent de devoir travailler sept jours consecutifs, en n'étant même pas sûres d'obtenir le troisième jour de congé qui leur est dû : la direction se réservant le droit de le !eur donner à récupérer en période plus calme.

Enfin, à l'annexe psychiatrique, les ailes de certains pavillons ont été fermées, faute de personnel. Pourtant la direction refuse cette année d'embaucher des étudiants en médecine. Alors, une fois de plus, ce sont les malades qui font les frais de cette situation, car on les renvoie d'un pavillon à l'autre en les regroupant suivant les places disponibles, et non en fonction de leurs problèmes res-

Alors, un avertissement : à Belfort, il vaut mieux ne pas tomber malade pendant les vacances!

Correspondant LO.

**AEROSPATIALE LES MUREAUX** 

# Les réactions des travailleurs à l'irruption du PCF sur TF 1

la ». « Vous allez faire du tort à la gauche pour les prochaines élections ».

C'est ce que l'on pouvait entendre à l'usine de l'Aérospatiale Les Mureaux, dans les Yvelines, de la part des travailleurs s'adressant aux militants du PCF de l'entreprise, pendant les jours qui ont suivi l'irruption des militants du PCF de plusieurs usines de l'Aérospatiale (Châtillon, Suresnes, entre autres), sur le plateau de

Et si les différents journaux s'arrachaient pour être soigneusement épluchés (l'Aurore, le Journal du Dimanche, etc.), cette irruption n'a manifestement pas été appréciée par les travailleurs de

Il en est d'ailleurs de même de la plupart des militants du PC. Si, bien sûr, face aux reproches, ils défendent l'action décidée par

« Vous n'auriez pas dû faire ce- leur parti, cela discute dur dans leurs rangs sur son opportunité et surtout sur l'incidence qu'elle pourrait avoir pour les prochaines 'égislatives.

Enfin, il est intéressant de noter que la campagne du gouvernement et de la droite sur cet acte « dictatorial » du PCF est tombée relativement à plat. Personne parmi les travailleurs n'y voit la couleur d'une quelconque dicta-

L'action du PCF a été comprise comme aventuriste, donnant prise à cette campagne de la droite. Les travailleurs ne se sentent pas

Il faut dire que le PCF n'a rien fait pour les intéresser. Il faut dire aussi que les travailleurs ne se sentent pas représentés par la politique cocardière et concordière du PCF.

Correspondant LO.

# DARWIN

## AUX DOSSIERS DE L'ÉCRAN

Mardi 2 juillet, dans le cadre des Dossiers de l'écran, la télévision présentait un film sur Darwin suivi d'un débat sur l'origine de l'homme.

Le film, réalisé par la télévision anglaise, ne rendit compte que de façon très partielle des idées et de la vie de Charles Darwin. On y voit un jeune homme, destiné au départ à une carrière de prêtre anglican, mais qui est avant tout un zoologiste et un naturaliste passionné, s'embarquer pour un voyage vers l'Amérique du Sud. Au cours de ce voyage de cinq ans, il observa les espèces les plus diverses. Ces observations furent à la base de la mise au point par Darwin de ses théones de l'évolution. Celles-ci seront regroupées dans le livre qu'il ne publiera qu'après des années d'études complémentaires, à l'âge de 50 ans, en 1859 : L'origine des espèces.

Malheureusement, il était bien difficile à travers ce film de comprendre vraiment l'apport scientifique de Darwin, le réalisateur ayant choisi d'insister sur un aspect - important certes, mais il y en a d'autres — de son œuvre et de sa vie : le tollé provoqué chez les milieux réactionnaires et cléricaux par la publication de son livre, et d'une manière plus générale l'opposition entre les préjugés religieux du temps et les nouvelles découvertes scientifiques.

Darwin n'a certes pas tout découvert à partir de rien. Mais il a été celui qui, à partir des connaissances de ce milieu du dix-neuvième siècle, a commencé à définir d'une part la filiation qui existait entre les différentes espèces vivantes et surtout à définir les lois qui amenaient ces différentes espèces à évoluer. Pour lui, les différentes espèces animales

n'avaient pas toujours existé telles qu'on pouvait les observer. La planète s'était considérablement modifiée au cours de son existence et la vie qui s'était développée dans ce monde mouvant avait vu l'évolution d'espèces qui, en se développant à leur tour, ont donné naissance à de nouvelles catégories d'êtres vivants, l'homme n'étant lui-même qu'un animal, fruit de cette évolution générale.

Par ailleurs il observa que les différentes espèces animales se modifiaient en fonction du milieu dans lequel elles vivaient. Et finalement ne survivaient que celles qui étaient aptes à s'adapter aux conditions que la nature leur imposait. A l'intérieur des espèces, une lutte féroce se déroulait et les plus résistantes seules survivaient. C'est ce qu'il appellera la sélection naturelle. Ces idées étaient véritablement révolutionnaires pour l'époque, car elles faisaient la preuve que le monde et la vie étaient le fruit d'une évolution qui ne devait rien à un quelconque créateur, mais qui répondait aux lois propres de la vie. Darwin ajoutait que les espèces s'amélioraient, non pas à travers une évolution paisible et continue, mais au travers d'une lutte sans merci où la nécessité de la survie sélectionnait les plus aptes. Ces idées venaient exactement confirmer les principes du matérialisme dialectique. Il est vrai aussi que d'autres, un peu plus tard, y virent la justification du capitalisme et de l'exploitation des classes laborieuses - ou des peuples coloniaux — par la bourgeoisie impérialiste triomphante.

Le débat qui suivit, malgré la présence d'un certain nombre de scientifiques, n'a permis que de façon très partielle d'éclairer ce que le film

n'avait pas dit. Il était en particulier bien difficile de comprendre — pour le spectateur qui ne sait pas exactement où en est la science aujourd'hui en ce domaine — ce qui dans les théories de Darwin semble toujours valable, ce qui est dépassé ou ce qui pose question et fait l'objet maintenant des discussions des hommes de science.

Et ce n'est pas, bien sûr, la présence d'un théologien anglican occupé à réduire ce que fut le conflit entre Darwin et son Eglise — ou du sociologue Edgar Morin, bien confus — qui permettait de l'éclairer davantage.

Pourtant un certain nombre d'interventions - en particulier celles du responsable du service génétique à l'Institut National d'Etudes Démographiques qui, dans une inter-b vention, reprenait les préjugés ordinaires sur les dangers que représenterait l'augmentation actuelle de la population de la terre - ont montré que les problèmes soulevés par l'origine de la vie, des espèces et des hommes posent toujours des questions brûlantes. Parce que les réponses apportées

à ces questions ont des répercussions quasi-immédiates sur les réponses apportées aux questions sociales, les passions sont loin d'être éteintes... et on devine que la science et les scientifiques sont plus qu'influencés dans leurs recherches par la société, leur position sociale ou même leurs prises de position politiques.

En ce sens, Darwin et ce qu'on a appelé le darwinisme sont bien vivants. D'avoir rappelé cela constitue le seul mérite de l'émission. Mais, pour en savoir davantage, le téléspectateur aura dû s'adresser ailleurs.

# -sélection

### Samedi 6 août

ANTENNE 2 - 17 h 15 - Des animaux et des hommes : La réserve du Teich, dans laquelle vivent, sur le bassin d'Arcachon, 240 espèces d'oiseaux.

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Théâtre : Les caprices de Marianne d'A'fred de Musset, filmé au festival de Pau.

FR3 - 21 h 20 - Le choc des cultures. Deuxième émission d'une série de cinq, portant sur le Nordeste, l'une des régions les plus pauvres du Brésil.

### Dimanche 7 août

TF1 - 20 h 30 - Film: Un condé d'Yves Boisset, avec Michel Bouquet. Film policier qui ne fut pas du goût du ministère de l'Intérieur puisqu'au moment de sa sortie celui-ci demanda son interdiction, tandis que la censure y effectuait des coupures.

### Lundi 8 août

ANTENNE 2 - 17 h 50 - La vie des insectes : La reine des termites. La vie des termites au Sénégal.

ANTENNE 2 - 14 h 55 - Le monde en guerre : En route - Etats-Unis (décembre 1941 - août 1942). Nouvel épisode d'une série historique sur la 2° guerre mondiale, qui est diffusée tous les jours, sauf le jeudi.

TF1 - 20 h 30 - Film : Le voyage d'Amélie de Daniel Duval. Les aventures et l'amitié de cinq copains et d'une vieille dame.

ANTENNE 2 - 21 h 45 - Drogué mon ami. Cette émission de Roland Martin pose le problème de la réinsertion des drogués dans la vie active, à partir de l'initiative de Lucien Engemajer, créateur d'un cercle pour toxicomanes dans la Haute-Garonne.

### Mardi 9 août

ANTENNE 2 - 17 h 35 : La vie des insectes : Le peuple belliqueux des termites. Suite de l'émission du lundi.

TF1 - 20 h 30 - Au-delà de l'horizon. Quatrième épisode d'une
série de dix, réalisée par Alain
Bombard. Intitulé « Dumont dulville », il relate la vie de ce grand
explorateur du 19° siècle.

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Film: Comment voler un million de dollars de William Wyaler, avec Audrey Hepburn et Peter O'Toole. Une comédie bien menée, qui introduira le débat des Dossiers de l'écran sur « les voleurs d'œuvres d'art » auquel participeront des représentants des compagnies d'assurances, de la police, des marchands de tableaux, etc.

TF1 - 21 h 35 - Longue distance : Robert Charlebois interprète de nombreuses chansons.

### Mercredi 10 août

ANTENNE 2 - 17 h 35 - La vie des insectes : Guêpes et abeil-

FR3 - 20 h 30 - Fim : Le cri de la victoire de Raoul Walsh. Un film de plus sur la guerre du Pacifique, tout à la gloire de l'armée américaine.

ANTENNE 2 - 21 h 50 - Question de temps. Magazine d'actualité de Jean-Pierre Elkabbach et Louis Bériot, consacré à « La social-démocratie, Georges Sarre et Oivier Stirn ». Le premier responsable du CERES, juqu'au congrès de Nantes du PS, se retrouve face au vice-président du Parti Radical, secrétaire d'Etat au DOM-TOM.

### Jeudi 11 août

ANTENNE 2 - 17 h 30 - La vie des insectes : La vie dans la ruche. Un documentaire sur les abeilles.

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Opéra : Cosi fan tutte de Mozart, enregistré au Festival d'Aix en Provence en juillet 1977.

### Vendredi 12 août

ANTENNE 2 - 17 h 40 - La vie des animaux : Le comportement des papillons.

ANTENNE 2 - 21 h 30 - Planètes indigènes : Planète Baruya. Claude Lévi-Strauss présente cette émission sur les populations de Nouvelle-Guinée.

### Dimanche 14 août

TF1 - 20 h 30 - Film : Le secret de Santa Vittoria de Stanley Kra-

FR3 - 22 h 30 - Film : La main du diable de Maurice Tourneur.

# LA LUTTE CONTRE LE STALINISME

VICTOR SERGE ET LEON TROTSKY

Tout d'abord, il est nécessaire de faire une restriction par rapport à l'intitulé du livre : « Victor Serge et Léon Trotsky : La lutte contre le stalinisme ». En effet, si ce livre comprend un certain nombre de lettres de Trotsky à Victor Serge et de Serge à Trotsky (qui ne sont pas l'essentiel du livre, environ le quart), les sujets abordés vont de l'appréciation du Front Populaire en Espagne et en France aux événements de Kronstadt en Russie, en passant par les rapports entre les différents courants d'extrêmegauche existant en France et le mouvement pour la IV° Internationale, et également, mais de manière plus réduite, les prises de position sur les procès de Moscou. Il serait plus exact de présenter le livre comme un recueil de correspondance entre Victor Serge et Trotsky d'une part, un certain nombre de textes de Serge sur l'Espagne, la IV° Internationale, et surtout (cela représente plus du tiers du livre) la polémique Serge-Trotsky, au travers de textes peu connus pour la plupart, sur le problème de Kronstadt et plus généralement le problème du moralisme petit bourgeois face à la morale révolutionnaire.

Certes, quand Victor Serge va se retrouver libéré des camps staliniens en 1936 et expulsé d'URSS, à la suite d'une campagne internationale menée principalement par des intellectuels français, Léon Trotsky espérait qu'il pourrait trouver en lui un cadre formé à l'école du bolchévisme pour le mouvement, pour la IV° Internationale. Victor Serge qui était venu du mouvement anarchiste, s'était rallié au bolchévisme lorsqu'il était retourné

en Russie en 1919. Il participa au secrétariat de l'Internationale Communiste et se rallia à l'Opposition de Gauche dès le départ. Exclu du Parti Communiste comme tous les oppositionnels en 1927, il sera finalement arrêté puis déporté de 1933 à 1936. Malgré les épreuves, il ne capitulera pas face à Staline.

Mais Trotsky ne trouvera pas, malgré tout, en Serge le militant bolchévique qu'il espérait: Plus le temps passa, plus Serge prit ses distances avec la IV° Internationale, sans rompre formellement avec elle. Il reprochait à Trotsky, et à la IV° Internationale, son sol-disant sectarisme, c'est-à-dire. sa fidélité à une ligne révolutionnaire nette. D'abord sur le plan politique, il considérait les Fronts Populaires comme des progrès pour les travailleurs. Il déclarait : « Si la classe ouvrière (...) exerce, com-me il est arrivé par des grèves, une pression suffisante sur le Front Populaire, celuici peut être une utile formation transitoire qui permettra aux ouvriers d'aborder avec plus de force les phases ultérieures de la lutte ». Cette position s'opposait à celle de Trotsky et de la IV° Internationale, qui dénonçait les Fronts Populaires comme tentatives de la bourgeoisie et de ses agents (staliniens et sociauxdémocrates) d'enrayer la montée des masses, en faisant également un pont vers le fascisme. L'histoire a tranché, aussi bien en France qu'en Espagne, en donnant raison à

Mais cette tendance de Serge à ramener le mouvement révolutionnaire à une simple aile gauche des Fronts Populaires à l'aile gauche de démocratie bourgeoise,

traduisit sur le plan organisationnel par volonté de rapprochement avec es courants politiques qui symbolisaient un choix politique identique au sien, en particulier le POUM espagnol. Il proclama, fin 1936, son adhésion au POUM, malgré la participation de celui-ci au gouvernement bourgeois de la Généralité de Catalogne, participation qu'il exalta.

Mais non seulement Serge se mit à errer politiquement de plus en plus loin de la IV° Internationale, de plus en plus loin de toute politique révolutionnaire, mais cela l'amena finalement à remettre en cause de plus en plus nettement le bolchévisme, et implicitement le marxisme. C'est toute la dernière partie du livre, la plus importante en texte, qui parle de Kronstadt, et au-delà sur le problème de savoir si « la fin justifie les moyens ». Pour Serge, une des causes de la dégénérescence de l'URSS vient finalement du caractère rigide des bolchéviques. Sur leur incapacité à rallier à leur cause (comme si c'était eux qui avaient fait le choix) les autres courants révolutionnaires principalement anarchistes. Et proclamant pour finir qu'il faut avant tout défendre une morale « démocratique ». La démocratie et l'humanitarisme devenant un but en soi.

Les textes de Trotsky répondant à ce problème viennent dans la même lignée que d'autres plus connus : Bolchévisme et stalinisme et Leur morale et la nôtre.

Ils ont le même intérêt. Trotsky y réaffirme que la morale est fonction des buts qu'on poursuit et du camp dans lequel on se place, la bourgeoisie ou le prolétariat. Que ceux qui veulent se pla-

fait que des petits bourgeois qui refusent de choisir le camp du prolétariat et se retrouvent ainsi inéluctablement dans le camp opposé. Certes, l'acuité de cette

discussion s'explique par la démoralisation qui gagnait beaucoup d'intellectuels révolutionnaires face aux dévastations qu'accomplissait le stalinisme. Elle n'en était que le contrecoup dans cette période 1937-1939 de recul général du prolétariat.

C'est donc un livre qui, malgré sa présentation quelque peu trompeuse, présente un intérêt certain par les texies originaux qu'il contient. Et si on met de côté la longue introduction de Michel Dreyfus, qui tente de renvoyer Trotsky et Serge dos à dos. et cela pour dire que finalechinoise de 1949!

Visiblement, Dreyfus n'a rien compris, ni à Serge, ni à Trotsky, ni à la révolution chinoise.

Ce livre ne tire pas son intérêt de ce qu'il prétend être dans son titre, mais avant tout des textes de Trotsky. En particulier sur le problème des Fronts Populaires, cela reste d'une brûlante actualité. Trotsky réaffirme la nécessité, face à ceux qui considèrent les Fronts Populaires comme une étape dans l'avancée vers la révolution, de se démarquer au contraire nettement de ceux-ci. De réaffirmer que les PC, les PS sont au service de la bourgeoisie et que le problème central de l'heure est celui de la direction révolutionnaire capable d'offrir une perspective aux masses.

Paul SOREL



# Flamme

DE SOLJENITSYNE

Cette pièce de Soljénitsyne, écrite en 1960 et qui vient d'être éditée aux éditions du Seuil, a comme sous-titre original une phrase inspirée de l'évangile selon St-Luc : « Vois donc si la lumière qui est en toi n'est pas ténèbres ».

D'emblée, l'esprit de la pièce est révélé : il s'agit d'une critique de la science, formulée tout au long de l'ouvrage, critique empreinte d'un spiritualisme qui n'étonne pas chez Soljénitsyne.

« Ce que je voudrais, c'est contribuer à faire parvenir

jusque-là un autre témoin... la flamme vacillante de notre âme. Et, au XXI° siècle, les hommes en feront ce qu'ils voudront. Du moment qu'on ne l'aura pas soufflée en notre siècle, en ce siècle de l'acier et de l'atome, en ce siècle cosmique, énergétique, cybernétique », déclare en guise de conclusion le héros. Mais, bien que dénonçant ces scientifiques qui sous prétexte de travailler pour la science ne voient pas ou ne veulent pas voir l'utilisation qui est faite de leurs travaux, ne veulent

pas voir qu'en réalité ils se vendent aux privilégiés de ce monde, il n'apporte aucune solution, si ce n'est le refuge dans une religiosité diffuse.

La seule perspective que Soljénitsyne laisse entrevoir réside en la recherche d'un chimérique ordinateur qui programmera une société idéalement réglée et sans injustice ! Autant dire que, pour l'auteur, le spiritualisme qu'il professe masque aussi son profond pessimisme.



Soljénitsyne : résolument mystique.

# Inspecteur

DE MICHEL GRISOLIA

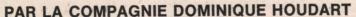
Michel Grisolia est critique cinématographique au Nouvel Observateur. C'est sans doute ce qui explique que son inspecteur de la mer a de vaques idées de gauche et un comportement un peu « anar ». Cela ne suffit pas à faire un roman policier nouveau style.

Les réflexions désabusées de l'inspecteur accompagnent une histoire abracadabrante, qui finit par l'évocation d'une orgie de la haute société nicoise, où le porno et le sadisme prennent des proportions si outrées qu'ils en deviennent parfaitement cocasses.

Un livre déplaisant et totalement dépourvu d'intérêt.

# QUELQUES PIÈCES DU FESTIVAL D'AVIGNON

"Louise Michel, ou les œillets rouges"





nie 1836 Michel, Louise, dite Louise Michel

Photo Viollet.

Présenté dans le cadre du Festival d'Avignon, ce spectacle retrace les grandes étapes de la vie de Louise Miche', militante, féministe, anarchiste, héroïne de la Commune qui, jusqu'à sa mort, consacre tous ses instants à la défense de ses idées.

Enfant, Louise Michel est généreuse, passionnée. Devenue institutrice, elle ouvre une école, tente de communiquer ses idées à ses élèves, se heurte à certains parents et à l'administration. Elle part alors à Paris où elle commence à militer. Lors de la Commune, Louise Michel organise des ambulances, fait le coup de feu aux côtés des Communards. Après l'écrasément de la Commune par les Versaillais, elle est jugée et déportée en Nouvelle-Calédonie. Elle se lie à la population canaque. Revenue à Paris après plusieurs années, e'le continue à y défendre ses idées et à combattre pour l'anarchis-

Le spectacle de Dominique Houdart est fait à partir des Mémoires et des poèmes de Louise Michel, auxquels viennent s'ajouter des chansons de l'époque, dont celles, entre autres, de Clément et Pottier, les auteurs de l'Internationale.

Des marionnettes grotesques représentant l'administration napoléonienne et Thiers sont réalisées d'après des caricatures d'époque. Par contre Louise Michel et ses amis sont incarnés par des acteurs qui leur donnent vie et cha'eur, notamment Jeanne Heuclir, qui interprète le personnage de Louise Michel.

Le passage évoquant la Commune est émouvant dans sa so-

C'est un spectacle réalisé de façon originale, jamais ennuyeux, au contraire très prenant.

Dominique Houdart et sa compagnie présenteront leur spectacle en banlieue parisienne et en province dès la rentrée.

# "Maïakovsky, poète assassiné" | "Le droit à la paresse"

### PAR LA TROUPE THEATRE ACTION

Le spectacle est un montage de textes de Maiakovsky qui rend compte de la vie et de la mort de l'un des plus grands poètes rus-

Maiakovsky est un poète issu du mouvement futuriste, mais aussi membre du Parti Bolchévik à partir de 1908, à l'âge de 15 ans, puis « compagnon de route » de la Révolution russe de 1917.

Ce qui fait l'intérêt du spectacle, c'est qu'à travers la présentation des textes du poète, sont mises en 'umière les transformations sociales et politiques qui ont touché la Russie des années 1910-1920.

Ainsi, après le renversement du régime tsariste et la-prise du pouvoir par les Soviets, la pièce nous présente l'immense espoir soulevé par cette révolution, ainsi que l'enthousiasme pour l'électrificadu pouvoir, qui n'acceptent pas sa dénonciation de la bureaucra-

Injurié, couvert d'insultes, Maiakovsky verra sa pièce La grande lessive ou les bureaucrates aux bains inédite en 1930. Ne supportant pas de voir sa liberté de création étouffée par l'arbitraire des bureaucrates, Maiakovsky sera acculé au suicide en mars 1930.

Et c'est sous l'image symbolique de Maiakovsky, encerclé lentement par les barbelés, que se termine le spectacle.

Le DROIT A LA PARESSE de Paul Lafargue est un pamphlet, bâti sur un paradoxe et que rien ne semblait destiner au théâtre.

Pierre-Antoine Villemaine, du Théâtre du Regard, a réussi la gageure de mettre en scène ce tex-

Seu' face au public, dans une mise en scène très sobre, il fustige tour à tour les bourgeois, les cagots et les militaires.

Et si, avec Lafargue, il semble dénoncer « les ouvriers abrutis, endocirinés par le dogme du travail et qui obligent la classe capitaliste à la paresse et à la jouissance forcée », ce n'est que paradoxe. En fait, cette ironie cruel'e ne rend que plus impitoyable la charge contre les patrons et le capitalisme exploiteur.

P.A. Villemaine nous donne une heure de spectacle de qualité. Son jeu souligne toutes les nuances du texte. Le rire est là, toujours présent, tout au long des différents personnages incarnés par

I' faut souhaiter que ce spectacle trouve à la rentrée une sa!le. Car il mérite d'être vu.



La nostalgie n'est plus ce qu'elle etait

de Simone Signoret Ed. du Seuil - 49 F

> Simone Signoret racon. te sa vie. ses amis, ceux qu'elle a rencontrés, avec beaucoup de tendresse. Un témoignage sur les prises de position du couple Signoret-Montand, qui pendant longtemps s'est senti très proche du Parti Communiste.

### Il n'y a pas de drogués heureux

du Dr Claude Olievenstein Ed. Robert Laffont - 44 F

> C'est le récit de la lutte de Olievenstein contre la toxicomanie. Il a à l'égard des drogués la chaleur humaine, la sen-sibilité au malheur, la générosité qu'il faut pour comprendre que ce n'est pas en employant des méthodes policières, les

tion du pays.

Après la mort de Lénine, en 1924, c'est le début de la bureaucratisation de l'Etat ouvrier russe, Sta'ine est installé secrétaire général du parti et Maiakosky est en butte avec les nouveaux tenants

### Quelques livres pour les vacances de s'informer, sans hâte. Nous poursuivons la publication des titres d'ou-Bien entendu, il ne s'agit pas d'une liste vrages que nous avons commentés dans notre exhaustive Nous livrons pêle-mêle quelques titres journal durant l'année, et recommandés à nos qui nous ont intéressés, amusés ou informés. Il lecteurs. y en a beaucoup d'autres qui ne figurent pas ici et que nos amis découvriront sans doute avec

Bien des lecteurs n'ont eu ni le temps ni l'oc-

casion de les lire pendant l'année. Voici venues les vacances. C'est le moment de se détendre,

> Ensemble d'articles très intéressants qui mettent en lumière les responsabilités du système capitaliste, du système du profit, dans la catastrophe provoquée par la dioxine à Seveso.

### Cambodge année zéro de François Ponchaud Julliard - 42 F

Le témoignage d'un missionnaire catholique qui a séjourné dix ans au Cambodge, sur le nouveau régime mis en place par les Khmers Rouges en avril 1975, après la liquidation de Lon Nol. Par-delà la mentalité petite-bourgeoise de l'auteur et son aversion répétée pour le « collectivisme », le livre révèle les responsabilités américaines dans le maintien du régime sanglant de Lon Nol et la relative popularité du nouveau pou-

voir appuyé sur les campagnes. Il permet de comprendre ce qu'est l'effort de reconstruction nationale dans lequel les nouveaux dirigeants se sont lancés, et ce que recouvre l'étiquette « socialiste » dont ils s'affublent.

### Viêtnam : voyage à travers une victoire

de Jean et Simone Lacouture Témoignage effectué par des gens qui sympathisent bien sûr avec le Viêtnam, sans toutefois se faire les chantres d'un régime qui est beaucoup moins démocratique et

populaire qu'il ne le proclame. La Soufrière : A qui la

faute? de B. Loubat et A. Pistolesi (Prétace de H. Tazieff) Presses de la Cité - 220 p - journalistes en poste aux Antilles, relate toute l'affaire de la Soufrière, non sans avoir auparavant situé la Guadeloupe dans la géographie et dans l'histoire. Le lecteur éprouve de la sympathie pour Tazieff, au récit de ses démêlés avec les madarins et les savants « officiels ». Un livre pas-

### Les Zazous

plaisir. Ce récapitulatif n'a d'autre ambition que

d'aider un peu nos amis à faire leur choix.

de J.C. Loiseau Sagittaire - 29 F

> Un journaliste de l'Express part à la recherche des « Zazous » des années 1940, dans les coupures de presse de l'époque et les témoignages. Un petit essai, sérieux par sa documentation et plaisant par son style, lucide et parfois humoristique.

# précédés psychiatriques désintoxication qu'on résoudra le problème.

Un lieu pour vivre de Maud Mannoni Ed. du Seuil - le Champ freudien - 29,20 F

Maud Mannoni et son équipe d'éducateurs par. viennent, grâce au temps qu'ils y consacrent et à l'affection qu'ils leur portent, à soigner quelque peu les enfants « autistiques » de Bonneuil, qui ailleurs seraient cloués au lit dans des hôpitaux psychiatriques. Une recherche racontée dans un vocabulaire psychanalyti-

Survivre à Seveso par une équipe de scientifiques, de militants, et de journalistes italiens Maspéro - Presses Universitaires de Grenoble - 120 p. -

Dossier établi par deux sionnant et bien informé.

# JAMBON D'ARDENNE

DE BENOIT LAMY

Annie Girardot campe le personnage de la patronne d'un restaurant d'une petite ville des Ardennes. Son savoir-faire lui permet de rafler la clientèle des touristes de passage. Cela lui vaut la jalousie des autres restaurateurs. Autoritaire, elle mène à la baguette son petit monde de cuisiniers, de serveuses et de barmen. Il ne fait pas bon se hasarder dans les cuisines aux heures de pointe : l'énervement est à son comble et les coups de gueule succèdent aux crises de nerfs, au point que le chef cuisinier

puis une serveuse décident de passer à l'ennemi... c'est-à-dire au restaurant d'en face.

Là-dessus vient se greffer l'amourette du jeune fils de la maison et de la jeune fille d'un restaurateur concurrent, installé sur la place.

Bref, une situation déjà maintes fois exploitée par le théâtre et le cinéma.

Certains personnages sont bien campés, mais cela ne suffit pas à donner de l'intérêt à ce film brouillen

Claude CHARVET



# **Sélection films**

Comme chaque été, les films nouveaux sont rares. Ceux que nous recommandons à nos lecteurs sont tous des films relativement anciens et connus. Aussi, nous contentons-nous ici de les énumérer, avec les salles parisiennes où ils passent.

BARRY LINDON, de Stanley Kubrick.

UGC-Opéra (2°) - Paris (8° - vo).

LA DENTELLIERE, de C.

Goretta.

Saint-Germain Village (5°) Montparnasse 83 (6°) - Concorde (8°) - Madeleine (8°) Nation (12°) - Marignan (8°).

DERSOU OUZALA, un film soviétique de A. Kurosawa. Arlequin (6° - vo) et, à 14 heures et 20 h 40, Châtelet-

Victoria (1er - vo).

EN ROUTE POUR LA GLOIRE, de Hal Ashby.

Studio Alpha (5°).

NOUS NOUS SOMMES

TANT AIMES, de E. Scola. Les Cinoches de Saint-Ger-

main (6° - vo).

OMAR GATLATO, de M.

Allouche.

Studio Médicis (5°).

PAIN ET CHOCOLAT, de F.

Brusati. Luxembourg (6° - vo) - Mar-

beuf (8° - vo) - 14 Juillet (11° - vo).

ROCKY, de J.G. Avildsen.

Marbeuf (8° - vo). L'UNE CHANTE, L'AUTRE PAS, de A. Varda.

Quintette (5°). 1900, de Bertolucci (les

deux époques). Boîte à films (17° - vo). Première époque à 14 h 45;

seconde époque à 17 h 30.

MACADAM COW-BOY, de

J. Schlésinger.

Danton (6° - vo).

VOL AU-DESSUS D'UN NID

DE COUCOU, de Milos For-

Châtelet-Victoria (1er - vo - 16 h 15).

FRANKENSTEIN JUNIOR, de

Mel Brooks.

Rio Opéra (2°) - Saint-Germain Studio (5°) - Colisée

main Studio (5°) - Colisée (8°) - Montparnasse (14°) - Convention (15°).

NETWORK, de S. Lumet.

Studio Cujas (5°) - Publicis (8°).

ANDREI ROUBLEV, de A. Tarkovsky. La Seine Studio (5° - 18 h

30).

FESTIVAL CLASSIQUE DU CINEMA FRANÇAIS.

(La règle du jeu, La Marseillaise, La kermesse héroïque, l'Atalante, Zéro de conduite, Lola Montès, Les enfants du paradis). Pagode (7°).

# Quelques westerns:

LA CONQUETE DE L'OUEST, de Hathaway, Ford et Marshall.

Galerie Point Show (8°).

BUTCH CASSIDY ET LE

KID.

La Clef (5°).

LITTLE BIG MAN, de A.

Penn.

Noctambules (5°).

# Quelques très vieux comiques :

LES VACANCES DE M. HU-LOT, de Jacques Tati.

Les Cinoches de Saint-Germain (6°).

JOUR DE FETE, de Jacques Tati.

La Clef (5°).

UNE NUIT A L'OPERA, des Marx Brothers.

Luxembourg (6") - Elysées Point show (8°).

# KEOMA

WESTERN ITALIEN DE G. CASTELLARI

Kéoma, c'est le nom du héros interprété par Franco Néro, seul survivant d'un village massacré par les Blancs. Il a été recueilli enfant par un fermier, Shannon, qui l'a élevé avec ses trois fils.

Le film commence à la fin de la guerre de Sécession : une bande à laquelle appartiennent les fils de Shannon fait régner la terreur dans la ville ravagée par la peste... jusqu'au jour où Kéoma, démobilisé, rentre au pays. La lutte s'engage contre les horsla-loi.

L'histoire n'est pas originale et reprend à son compte tous les poncifs des westerns traditionnels : « le héros qui tire sans même regarder la cible », « le héros détenseur de la veuve et de l'orphelin ». Mais, en plus, le metteur en scène a voulu faire une étude psychologique de son personnage, hanté par son enfance, écartelé entre le soutien que lui apporte son père... et le

souvenir de sa mère morte qui lui apparaît pour marquer sa désapprobation!

Outre que le film n'est pas très bien fait et que bien des scènes tombent dans la platitude, on en sort avec un sentiment de malaise devant les scènes de bagarre qui se déroulent tout au long de l'histoire et la mièvrerie des relations compliquées qui existent entre les différents personnages.

A.S

# EN VOITURE SIMONE...

DE ROY BOULTING

Ce film britannique se passe pour l'essentiel dans une maison de passe, en France, durant la Deuxième Guerre mondiale. On y voit des prostituées et leur tenancière se transformer en combattantes de la France libre et assassiner les officiers allemands qui fréquentent leur maison. Promue général honoraire, la « patronne » finira par recevoir des mains du général allemand commandant la place de Paris sa

reddition.
Les Allemands sont ridiculisés à longueur de pellicule et affublés dans la version française d'un accent caricatural.

Le film repose sur Peter Sellers, qui campe à tour de rôle, entre autres, un officier anglais, japonais, Hitler, un agent de la Gestano

En voiture Simone... se veut un film drôle. Le réalisateur n'a pas hésité sur les moyens pour rechercher chez le spectateur le rire gras, vulgaire, en particulier en multipliant les situations scabreuses avec les prostituées.

C'est dire qu'on peut très bien se passer d'aller voir ce film.

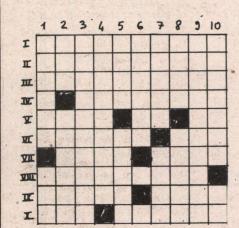
Guy FICHET

## CRASH

Comme prétexte à une série de carambolages qui terminent le film et qui n'ont même pas l'excuse d'être bien faits, on nous sert une histoire fantastique bâclée. Une ennuyeuse affaire de mari jaloux qui veut tuer sa femme, pour arriver à une voiture folle, sans chauffeur, conduite par une amulette d'origine hittite...

Mal joué, mal filmé, le tout est expédié en 1 h 15. A éviter.

# mats capises



HORIZONTALEMENT. — I. Pratiquée par ceux qui n'ont pas de culture. — II. Laisses passer un peu d'air. — III. On y tirait des traits. — IV. Disloquer. — V. Sors - Jeune affirmation - Permet de doubler. — VI. Ramassés - S'améliore en vieillissant. — VII. Propriété - Tenue par un guide. — VIII. Mettent les points sur les i. — IX. Revenu - Ne se manifeste qu'après réflexion. — X. Assiste à un lever - Vertes.

VERTICALEMENT. — 1. II est toujours sur les dents - On y réglait ses comptes. — 2. Contient l'essentiel -Transmettent un mouvement. — 3. Faisaient des observations. — 4. Manque d'égard. — 5. Recherchés quand i's sont gros - Sans fantaisie. — 6. Toujours gais. — 7. Ville en Corse - Effectif. — 8. Adverbe - En Provence. — 9. Pistachier. — 10. Alcaloïde - Elément de charpente.

# SOLUTION DU NUMERO PRECEDENT



# AVEC LES CARAVANES DE LUTTE OUVRIERE

Les caravanes de Lutte Ouvrière continuent à sillonner les routes des vacances. Partout on discute, on vend le journal, les brochures, on passe des diaporamas, des films. Lutte Ouvrière se présente, écoute les vacanciers ou les habitants de la région. On échange des idées, on se rencontre. Et puis, de temps en temps, la gendarmerie intervient. Elle n'aime pas tellement les drapeaux rouges, elle veut connaître les identités, sans raison ni mandat. Elle s'impose. Il en faut plus pour intimider les caravaniers. L'accueil de la population compense les incidents, le mauvais temps, les mauvaises rencontres.

Nous le savions déjà, mais nous le redécouvrons avec plaisir. Il suffit de parler, d'aller voir les gens et la discussion s'installe aussitôt, parfois vive, toujours intéressante, le plus souvent fraternelle.



# sur la route des vacances

### **VENDEE**

Table de presse, sur les marchés, porte-à-porte dans les terrains de camping. Partout, nous recevons un accueil sympathique. Chaque jour, en quelques heures, plusieurs dizaines de numé-

### NORMANDIE

### St-Vaast de la Hougue

Nous avons des discussions fraternelles toute la journée avec des travailleurs de gauche. Des mi'itants du PCF échangent l'Humanité Dimanche contre Lutte Ouvrière. Le maire socialis:e de Desvres, près de Boulogne-sur-Mer, a 71 ans et est en vacances. Il déclare : « J'ai vu le nouveau

panneau. Vous avez raison : si la gauche vient au gouvernement, il ne faut pas que ce soit pour gérer les affaires des capitalistes. J'ai de la sympathie pour Arlette. Dans ma commune, j'ai annoncé les résultats : elle avait 101 voix sur 3.500 électeurs. Cela fait impres-

### Dans une laiterie

Un ouvrier travaillant à la pasteurisation dans une entreprise laitière me dit : « Je pense que vous allez trop loin, mais j'ai une sympathie pour Arlette Laguiller ».

Après discussion, il reconnaît :

« J'ai toujours vu la gauche au gouvernement mener la politique de la droite ».

ros de notre journal sont vendus. Dans certains terrains, tel celui du Comité d'entreprise de Renault à Longeville-les-Conches, ou celui de l'EDF à la Tranchesur-Mer, des gardiens de la CGT et du PC, dès qu'ils sont avertis de notre présence, s'empressent de nous faire évacuer les lieux. Mais les campeurs, eux, sont nombreux à acheter le journal et parfois nos brochures.

Sur la place du marché de Bois-plage de l'île de Ré, des discussions animées se sont déroulées dans l'après-midi devant notre tente cinéma. Quelques personnes qui expliquaient que les travailleurs seraient incapables de gérer la société se sont fait prendre à partie par des travailleurs présents. Mais dans la plupart des cas, ce sont des militants ou des sympathisants du PC et du PS qui viennent fire notre exposition intitulée « Quand la gauche était au gouvernement ». Et aussitôt ce sont des discussions enflammées avec ces camarades.

### BRETAGNE

### Les gendarmes de Camaret

La caravane était installée sur le champ de foire de Camaret depuis le matin, en ce lundi 1er août. A 17 heures, deux gendarmes demandent à voir le responsable. Ils lui demandent ses papiers, ainsi que les papiers de la voiture qui assurait la sonorisation.

Prenant un air mystérieux, le brigadier-chef explique alors qu'il ne s'agit pas d'un banal contrôle d'identité, mais d'une enquête. En effet, poursuit-il, il y a eu plusieurs vols depuis deux jours dans la région. Et comme par hasard, à chaque fois, on lui a signalé la présence de la voiture-sono sur les lieux du délit. Et de citer divers endroits où effectivement la voiture se trouvait. Et pour cause, puisque depuis deux jours elle parcourt, pour annoncer la

caravane, la presqu'île de Crozon qui fait 7 km de large sur 15 de longueur.

Les pandores demandent, dans le cadre de leur enquête, à contrôler les identités de toutes les personnes qui se trouvaient dans le marabout ou aux alentours. Ils prétendent être à la recherche d'un pantalon de velours noir. Et justement il s'en trouve un dans une voiture proche du marabout. Quand nous leur avons dit que, s'ils avaient l'intention de contrôler tous ceux qui, de Camaret à Crozon, portaient pantalon de velours, ils auraient fort à faire, ils se sont montrés surpris que l'on puisse mettre en cause leur bonne foi.

Naturellement, nous avons refusé de leur permettre de relever

les identités des personnes présentes. Ils nous ont reproché de montrer de la mauvaise volonté. Nous leur avions pourtant dit que, la prochaine fois que nous partirions en caravane, nous recommanderions à nos camarades d'emporter avec eux leurs factures de pantalons. Quand ils sont partis, nous menaçant de « revenir perquisitionner », ils paraissaient sincèrement peinés que l'on puisse mettre en doute leur histoire de vol de pantalon. Comment? On les soupçonnait de nous chercher des noises parce que nous étions d'extrême-gauche! C'était vraiment avoir l'esprit mal tourné! Finalement, ils ne sont pas venus perquisitionner. Avaient-ils retrouvé leur pantalon? Ou y en avaitil trop à contrôler?

# -L'itinéraire des caravane

### Périgord - Ardèche

6-8 : BESSEGES 7-8: ANDUZE

8-8: BAGNOLS-SUR-CEZE 9-8: SAINT-MARTIN-

D'ARDECHE 11-8: RUOMS

### Vendée

6-8 : L'EPINE 7-8 : L'EPINE

8-8 : SAINTE-MARIE-SUR-MER 9-8 : PREFAILLES

10-8: THARON-PLAGE 11-8: SAINT-BREVIN-

### Côte aquitaine

6-8 : CAP FERRET 7-8 : ARES 8-8: GUJAN-MESTRAS

15-8 : SEIGNOSSE

9-8 : BISCAROSSE 10-8: BISCAROSSE-PLAGE 11-8 : SAINT-GIRONS 13-8 : MIMIZAN 14-8: VIEUX-BOUCAU

8-8 : THANN 9-8 : GUEBVILLER 11-8: MUNSTER 14-8: LONGEMER 15-8 : SAINT-DIE 17-8 : SAVERNE 18-8: HAGUENAU

16-8 : BAYONNE 17-8 : ANGLET

18-8 : CIBOURE

21-8: HENDAYE

22-8: HASPAREN

6-8: GIROMAGNY

7-8: ALTKIRCH

20-8 : ACOTZ

25-8 : DAX

### **Pyrénées**

Vosges

6-8 : FONT-ROMEU 7-8: TARASCON 8-8: TARASCON 9-8 : FOIX 10-8: SAINT-GIRONS 11-8: LANNEMEZAN

13-8: ARREAU

14-8 : LUCHON 15-8: LUCHON

16-8: BAGNERE-DE-BIGORRE 17-8: LUZ-SAINT-SAUVEUR

18-8: ARGELES-GAZOST 20-8: BAREGES

21-8: EAUX-BONNES 22-8 : OLORON 23-8: MOURRENX 24-8 : ORTHEZ

25-8: TOULOUSE

### Bretagne

6-8 : PONT-L'ABBE 7-8 : NEVEZ 8-8: CHOHARS-CARNOET 9-8 : PONTIVY 10-8 : LE CROISIC

11-8: SAINT-NAZAIRE

## Languedoc-Roussillon

6-8 : SAINT-CYPRIEN PLAGE

7-8: PORT-VENDRES 6-8: PORT-LA-NOUVELLE 9-8 : NARBONNE-PLAGE 10-8: CAPESTANG

11-8: VALRAS-PLAGE

13-8: PEZENAS

14-8: MARSEILLAN-PLAGE 15-8 : MEZE 16-8: GRAU-DU-ROI 17-8: GRAU-DU-ROI

18-8: NIMES 20-8: MONTPELLIER 21-8 : SETE 22-8: BEZIERS

23-8: NARBONNE 24-8: CARCASSONNE 25-8: TOULOUSE

### Alpes

6-8 : VALLOUISE 7-8: GUILLESTRE 8-8: ESPINASSES 9-8: BARCELONNETTE

10-8 : GAP 11-8 : DIE

Nord

6-8: STELLA-PLAGE 7-8: BERCK-PLAGE 8-8: FORT-MAHON

9-8: SAINT-VALERY SUR SOMME 10-8 : LE TREPORT 11-8 : CAYEUX

### Provence

6-8: MANOSQUE

7-8 : CHATEAU-ARNOUX 8-8 : SISTERON 9-8 : SAINT-ANDRE-DES-ALPES

10-8 : CASTELLANE 11-8: COMPS-SUR-ARTUBY 13-8 : GRASSE

14-8 : LA GAUDE

15-8: 16-8: 17-8

18-8: BRIGNOLES 20-8: LORGUES 21-8: PIERREFEU-DU-VAR 22-8: LE-LUC

23-8: SOLLIES-PONT 24-8 : LA-SEYNE 25-8 : HYERES

### Auvergne

6-8: MURAT 7-8 : SAINT-CHELY-

D'APCHER 8-8: LANGEAC 9-8 : BRIOUDE

10-8 : LA CHAISE-DIEU 11-8 : AMBERT